Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale", n. 111 del 30 aprile 1974

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Martedì, 30 aprile 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 8540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 12 febbraio 1974, n. **112.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul diritto dei trattati, con annesso, adottata a Vienna il 23 maggio 1969.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 febbraio 1974, n. **112.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul diritto dei trattati, con annesso, adottata a Vienna il 23 maggio 1969.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul diritto dei trattati, con annesso, adottata a Vienna il 23 maggio 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità dell'articolo 84 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 febbraio 1974

LEONE

RUMOR — MORO

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

CONVENTION DE VIENNE SUR LE DROIT DES TRAITES

Les Etats parties à la présente convention,

Considérant le rôle fondamental des traités dans l'histoire des relations internationales,

Reconnaissant l'importance de plus en plus grande des traités en tant que source du droit international et en tant que moyen de développer la coopération pacifique entre les nations, quels que soient leurs régimes constitutionnels et sociaux,

Constatant que les principes du libre consentement et de la bonne foi et la règle *pacta sunt servanda* sont universellement reconnus,

Affirmant que les différends concernant les traités doivent, comme les autres différends internationaux, être réglés par des moyens pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international,

Rappelant la résolution des peuples des Nations Unies de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités,

Conscients des principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies, tels que les principes concernant l'égalité des droits des peuples et leur droit de disposer d'eux-mêmes, l'égalité souveraine et d'indépendance de tous les Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Convaincus que la codification et le développement progressif du droit des traités réalisés dans la présente convention serviront les buts des Nations Unies énoncés dans la Charte, qui sont de maintenir la paix et la sécurité internationales, de développer entre les nations des relations amicales et de réaliser la coopération internationale,

Affirmant que les règles du droit international coutumier continueront à régir les questions non réglées dans les dispositions de la présente convention,

Sont convenus de ce qui suit:

PARTIE I

INTRODUCTION

Article premier

Portée de la présente convention

La presente convention s'applique aux traités entre Etats.

Article 2

Expressions employées

1. Aux fins de la présente convention:

a) l'expression « traité » s'entend d'un accord international conclu par écrit entre Etats et régi par le droit international, qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière;

b) les expressions « ratification », « acceptation », « approbation » et « adhésion » s'entendent, selon le cas, de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

c) l'expression « pleins pouvoirs » s'entend d'un document émanant de l'autorité compétente d'un Etat et désignant une ou plusieurs personnes pour représenter l'Etat pour la négociation, l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité, pour exprimer le consentement de l'Etat à être lié par un traité ou pour accomplir tout autre acte à l'égard du traité;

d) l'expression « réserve » s'entend d'une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un Etat quand il signe, ratifie, accepte ou approuve un traité ou y adhère, par laquelle il vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet Etat;

e) l'expression « Etat ayant participé à la négociation » s'entend d'un Etat ayant participé à l'élaboration et à l'adoption du texte du traité;

f) l'expression « Etat contractant » s'entend d'un Etat qui a consenti à être lié par le traité, que le traité soit entré en vigueur ou non;

g) l'expression « partie » s'entend d'un Etat qui a consenti à être lié par le traité et à l'égard duquel le traité est en vigueur;

h) l'expression « Etat tiers » s'entend d'un Etat qui n'est pas partie au traité;

i) l'expression « organisation internationale » s'entend d'une organisation intergouvernementale.

2. Les dispositions du paragraphe 1 concernant les expressions employées dans la présente convention ne préjudicient pas à l'emploi de ces expressions ni au sens qui peut leur être donné dans le droit interne d'un Etat.

Article 3

Accords internationaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention

Le fait que la présente convention ne s'applique ni aux accords internationaux conclus entre des Etats et d'autres sujets du droit international ou entre ces autres sujets du droit international, ni aux accords internationaux qui n'ont pas été conclus par écrit, ne porte pas atteinte:

a) à la valeur juridique de tels accords;

b) à l'application à ces accords de toutes règles énoncées dans la présente convention auxquelles ils seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite convention;

c) à l'application de la convention aux relations entre Etats régies par des accords internationaux auxquels sont également parties d'autres sujets du droit international.

Article 4

Non-rétroactivité de la présente convention

Sans préjudice de l'application de toutes règles énoncées dans la présente convention auxquelles les traités seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite convention, celle-ci s'applique uniquement aux traités conclus par des Etats après son entrée en vigueur à l'égard de ces Etats.

Article 5

Traités constitutifs d'organisations internationales et traités adoptés au sein d'une organisation internationale

La présente convention s'applique à tout traité qui est l'acte constitutif d'une organisation internationale et à tout traité adopté au sein d'une organisation internationale, sous réserve de toute règle pertinente de l'organisation.

PARTIE II

CONCLUSION ET ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES

Section 1

CONCLUSION DES TRAITÉS

Article 6

Capacité des Etats de conclure des traités

Tout Etat a la capacité de conclure des traités.

Article 7

Pleins pouvoirs

1. Une personne est considérée comme représentant un Etat pour l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité ou pour exprimer le consentement de l'Etat à être lié par un traité:

a) si elle produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s'il ressort de la pratique des Etats intéressés ou d'autres circonstances qu'ils avaient l'intention de considérer cette personne comme représentant l'Etat à ces fins et de ne pas requérir la présentation de pleins pouvoirs.

2. En vertu de leurs fonctions et sans avoir à produire de pleins pouvoirs, sont considérés comme représentant leur Etat:

a) les Chefs d'Etat, les Chefs de gouvernement et les Ministres des affaires étrangères, pour tous les actes relatifs à la conclusion d'un traité;

b) les chefs de mission diplomatique, pour l'adoption du texte d'un traité entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire;

c) les représentants accrédités des Etats à une conférence internationale ou auprès d'une organisation internationale ou d'un de ses organes, pour l'adoption du texte d'un traité dans cette conférence, cette organisation ou cet organe.

Article 8

Confirmation ultérieure d'un acte accompli sans autorisation

Un acte relatif à la conclusion d'un traité accompli par une personne qui ne peut, en vertu de l'article 7, être considérée comme autorisée à représenter un Etat à cette fin est sans effet juridique, à moins qu'il ne soit confirmé ultérieurement par cet Etat.

Article 9

Adoption du texte

1. L'adoption du texte d'un traité s'effectue par le consentement de tous les Etats participant à son élaboration, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2.

2. L'adoption du texte d'un traité à une conférence internationale s'effectue à la majorité des deux tiers des Etats présents et votants, à moins que ces Etats ne décident, à la même majorité, d'appliquer une règle différente.

Article 10

Authentification du texte

Le texte d'un traité est arrêté comme authentique et définitif:

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les Etats participant à l'élaboration du traité; ou,

b) à défaut d'une telle procédure, par la signature, la signature *ad referendum* ou le paraphe, par les représentants de ces Etats, du texte du traité ou de l'acte final d'une conférence dans lequel le texte est consigné.

Article 11
Modes d'expression du consentement à être lié par un traité

Le consentement d'un Etat à être lié par un traité peut être exprimé par la signature, l'échange d'instruments constituant un traité, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, ou par tout autre moyen convenu.

Article 12
Expression, par la signature du consentement à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité s'exprime par la signature du représentant de cet Etat:

a) lorsque le traité prévoit que la signature aura cet effet;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats ayant participé à la négociation étaient convenus que la signature aurait cet effet; ou

c) lorsque l'intention de l'Etat de donner cet effet à la signature ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Aux fins du paragraphe 1:

a) le paraphe d'un texte vaut signature du traité lorsqu'il est établi que les Etats ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus;

b) la signature *ad referendum* d'un traité par le représentant d'un Etat, si elle est confirmée par ce dernier, vaut signature définitive du traité.

Article 13
Expression, par l'échange d'instruments constituant un traité, du consentement à être lié par un traité

Le consentement des Etats à être liés par un traité constitué par les instruments échangés entre eux s'exprime par cet échange:

a) lorsque les instruments prévoient que leur échange aura cet effet; ou

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que ces Etats étaient convenus que l'échange des instruments aurait cet effet.

Article 14
Expression, par la ratification, l'acceptation ou l'approbation, du consentement à être lié par un traité.

1. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité s'exprime par la ratification:

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s'exprime par la ratification;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats ayant participé à la négociation étaient convenus que la ratification serait requise;

c) lorsque le représentant de cet Etat a signé le traité sous réserve de ratification; ou

d) lorsque l'intention de cet Etat de signer le traité sous réserve de ratification ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité s'exprime par l'acceptation ou l'approbation dans des conditions analogues à celles qui s'appliquent à la ratification.

Article 15
Expression, par l'adhésion du consentement à être lié par un traité

Le consentement d'un Etat à être lié par un traité s'exprime par l'adhésion:

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement peut être exprimé par cet Etat par voie d'adhésion;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats ayant participé à la négociation étaient convenus que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat par voie d'adhésion; ou

c) lorsque toutes les parties sont convenues ultérieurement que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat par voie d'adhésion.

Article 16
Echange ou dépôt des instruments de ratification d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion

A moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'un Etat à être lié par un traité au moment:

a) de leur échange entre les Etats contractants;

b) de leur dépôt auprès du dépositaire; ou

c) de leur notification aux Etats contractants ou au dépositaire, s'il en est ainsi convenu.

Article 17
Consentement à être lié par une partie d'un traité et choix entre des dispositions différentes

1. Sans préjudice des articles 19 à 23, le consentement d'un Etat à être lié par une partie d'un traité ne produit effet que si le traité le permet ou si les autres Etats contractants y consentent.

2. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité qui permet de choisir entre des dispositions différentes ne produit effet que si les dispositions sur lesquelles il porte sont clairement indiquées.

Article 18
Obligation de ne pas priver un traité de son objet et de son but avant son entrée en vigueur

Un Etat doit s'abstenir d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but:

a) lorsqu'il a signé le traité ou a échangé les instruments constituant le traité sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, tant qu'il n'a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie au traité; ou

b) lorsqu'il a exprimé son consentement à être lié par le traité, dans la période qui précède l'entrée en vigueur du traité et à condition que celle-ci ne soit pas indûment retardée.

Section 2

RESERVES

Article 19

Formulation des réserves

Un Etat, au moment de signer, de ratifier, d'accepter, d'approuver un traité ou d'y adhérer, peut formuler une réserve, à moins:

a) que la réserve ne soit interdite par le traité;

b) que le traité ne dispose que seules des réserves déterminées, parmi lesquelles ne figure pas la réserve en question, peuvent être faites: ou

c) que, dans les cas autres que ceux visés aux alinéas *a*) et *b*), la réserve ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité.

Article 20

Acceptation des réserves et objections aux réserves

1. Une réserve expressément autorisée par un traité n'a pas à être ultérieurement acceptée par les autres Etats contractants, à moins que le traité ne le prévoie.

2. Lorsqu'il ressort du nombre restreint des Etats ayant participé à la négociation, ainsi que de l'objet et du but d'un traité, que l'application du traité dans son intégralité entre toutes les parties est une condition essentielle du consentement de chacune d'elles à être liée par le traité, une réserve doit être acceptée par toutes les parties.

3. Lorsqu'un traité est un acte constitutif d'une organisation internationale et à moins qu'il n'en dispose autrement, une réserve exige l'acceptation de l'organe compétent de cette organisation.

4. Dans les cas autres que ceux visés aux paragraphes précédent et à moins que le traité n'en dispose autrement:

a) l'acceptation d'une réserve par un autre Etat contractant fait de l'Etat auteur de la réserve une partie au traité par rapport à cet autre Etat si le traité est en vigueur ou lorsqu'il entre en vigueur pour ces Etats;

b) l'objection faite à une réserve par un autre Etat contractant n'empêche pas le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat qui a formulé l'objection et l'Etat auteur de la réserve, à moins que l'intention contraire n'ait été nettement exprimée par l'Etat qui a formulé l'objection;

c) un acte exprimant le consentement d'un Etat à être lié par le traité et contenant une réserve prend effet dès qu'au moins un autre Etat contractant a accepté la réserve.

5. Aux fins des paragraphes 2 et 4 et à moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve est réputée avoir été acceptée par un Etat si ce dernier n'a pas formulé d'objection à la réserve soit à l'expiration des douze mois qui suivent la date à laquelle il en a reçu notification, soit à la date à laquelle il a exprimé son consentement à être lié par le traité, si celle-ci est postérieure.

Article 21

Effets juridiques des réserves et des objections aux réserves

1. Une réserve établie à l'égard d'une autre partie conformément aux articles 19, 20 et 23:

a) modifie pour l'Etat auteur de la réserve dans ses relations avec cette autre partie les dispositions du traité sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure prévue par cette réserve; et

b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour cette autre partie dans ses relations avec l'Etat auteur de la réserve.

2. La réserve ne modifie pas les dispositions du traité pour les autres parties au traité dans leurs rapports *inter se*.

3. Lorsqu'un Etat qui a formulé une objection à une réserve ne s'est pas opposé à l'entrée en vigueur du traité entre lui-même et l'Etat auteur de la réserve, les dispositions sur lesquelles porte la réserve ne s'appliquent pas entre les deux Etats, dans la mesure prévue par la réserve.

Article 22

Retrait des réserves et des objections aux réserves

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve peut à tout moment être retirée sans que le consentement de l'Etat qui a accepté la réserve soit nécessaire pour son retrait.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement, une objection à une réserve peut à tout moment être retirée.

3. A moins que le traité n'en dispose ou qu'il n'en soit convenu autrement:

a) le retrait d'une réserve ne prend effet à l'égard d'un autre Etat contractant que lorsque cet Etat en a reçu notification;

b) le retrait d'une objection à une réserve ne prend effet que lorsque l'Etat qui a formulé la réserve a reçu notification de ce retrait.

Article 23

Procédure relative aux réserves

1. La réserve, l'acceptation expresse d'une réserve et l'objection à une réserve doivent être formulées par écrit et communiquées aux Etats contractants et aux autres Etats ayant qualité pour devenir parties au traité.

2. Lorsqu'elle est formulée lors de la signature du traité sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, une réserve doit être confirmée formellement par l'Etat qui en est l'auteur, au moment où il exprime son consentement à être lié par le traité. En pareil cas, la réserve sera réputée avoir été faite à la date à laquelle elle a été confirmée.

3. Une acceptation expresse d'une réserve ou une objection faite à une réserve, si elles sont antérieures à la confirmation de cette dernière, n'ont pas besoin d'être elles-mêmes confirmées.

4. Le retrait d'une réserve ou d'une objection à une réserve doit être formulé par écrit.

Section 3

ENTRÉE EN VIGUEUR DES TRAITÉS ET APPLICATION À TITRE PROVISOIRE

Article 24
Entrée en vigueur

1. Un traité entre en vigueur suivant les modalités et à la date fixées par ses dispositions ou par accord entre les Etats ayant participé à la négociation.

2. A défaut de telles dispositions ou d'un tel accord, un traité entre en vigueur dès que le consentement à être lié par le traité a été établi pour tous les Etats ayant participé à la négociation.

3. Lorsque le consentement d'un Etat à être lié par un traité est établi à une date postérieure à l'entrée en vigueur dudit traité, celui-ci, à moins qu'il n'en dispose autrement, entre en vigueur à l'egard de cet Etat à cette date.

4. Les dispositions d'un traité qui réglementent l'authentification du texte, l'établissement du consentement des Etats à être liés par le traité, les modalités ou la date d'entrée en vigueur, les réserves, les fonctions du dépositaire, ainsi que les autres questions qui se posent nécessairement avant l'entrée en vigueur du traité, sont applicables dès l'adoption du texte.

Article 25
Application à titre provisoire

1. Un traité ou une partie d'un traité s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur:

a) si le traité lui-même en dispose ainsi; ou

b) si les Etats ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus d'une autre manière.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement ou que les Etats ayant participé à la négociation n'en soient convenus autrement, l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité à l'égard d'un Etat prend fin si cet Etat notifie aux autres Etats entre lesquels le traité est appliqué provisoirement son intention de ne pas devenir partie au traité.

PARTIE III

RESPECT, APPLICATION ET INTERPRETATION DES TRAITES

Section 1

RESPECT DES TRAITÉS

Article 26
Pacta sunt servanda

Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi.

Article 27
Droit interne et respect des traités

Une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité. Cette règle est sans préjudice de l'article 46.

Section 2

APPLICATION DES TRAITÉS

Article 28
Non-rétroactivité des traités

A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, les dispositions d'un traité ne lient pas une partie en ce qui concerne un acte ou fait antérieur à la date d'entrée en vigueur de ce traité au regard de cette partie ou une situation qui avait cessé d'exister à cette date.

Article 29
Application territoriale des traités

A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, un traité lie chacune des parties à l'égard de l'ensemble de son territoire.

Article 30
Application de traités successifs portant sur la même matière

1. Sous réserve des dispositions de l'article 103 de la Charte des Nations Unies, les droits et obligations des Etats parties à des traités successifs portant sur la même matière sont déterminés conformément aux paragraphes suivants.

2. Lorsqu'un traité précise qu'il est subordonné à un traité antérieur ou postérieur ou qu'il ne doit pas être considéré comme incompatible avec cet autre traité, les dispositions de celui-ci l'emportent.

3. Lorsque toutes les parties au traité antérieur sont également parties au traité postérieur, sans que le traité antérieur ait pris fin ou que son application ait été suspendue en vertu de l'article 59, le traité antérieur ne s'applique que dans la mesure où ses dispositions sont compatibles avec celles du traité postérieur.

4. Lorsque les parties au traité antérieur ne sont pas toutes parties au traité postérieur:

a) dans les relations entre les Etats parties aux deux traités, la règle applicable est celle qui este énoncée au paragraphe 3;

b) dans les relations entre un Etat partie aux deux traités et un Etat partie à l'un de ces traités seulement, le traité auquel les deux Etats sont parties régit leurs droits et obligations réciproques.

5. Le paragraphe 4 s'applique sans préjudice de l'article 41, de toute question d'extinction ou de suspension de l'application d'un traité aux termes de l'article 60 ou de toute question de responsabilité qui peut naître pour un Etat de la conclusion ou de l'application d'un traité dont les dispositions sont incompatibles avec les obligations qui lui incombent à l'égard d'un autre Etat en vertu d'un autre traité.

Section 3

INTERPRÉTATION DES TRAITÉS

Article 31
Règle générale d'interprétation

1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:

a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;

b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.

3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:

a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;

b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;

c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties.

Article 32
Moyens complémentaires d'interprétation

Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31:

a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou

b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.

Article 33
Interprétation de traités authentifiés en deux ou plusieurs langues

1. Lorsqu'un traité a été authentifié en deux ou plusieurs langues, son texte fait foi dans chacune de ces langues, à moins que le traité ne dispose ou que les parties ne conviennent qu'en cas de divergence un texte déterminé l'emportera.

2. Une version du traité dans une langue autre que l'une de celles dans lesquelles le texte a été authentifié ne sera considérée comme texte authentique que si le traité le prévoit ou si les parties en sont convenues.

3. Les termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans les divers textes authentiques.

4. Sauf le cas où un texte déterminé l'emporte conformément au paragraphe 1, lorsque la comparaison des textes authentiques fait apparaître une différence de sens que l'application des articles 31 et 32 ne permet pas d'éliminer, on adoptera le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes.

Section 4

TRAITÉS ET ETATS TIERS

Article 34
Règle générale concernant les Etats tiers

Un traité ne crée ni obligations ni droits pour un Etat tiers sans son consentement.

Article 35
Traités prévoyant des obligations pour des Etats tiers

Une obligation naît pour un Etat tiers d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent créer l'obligation au moyen de cette disposition et si l'Etat tiers accepte expressement par écrit cette obligation.

Article 36
Traités prévoyant des droits pour des Etats tiers

1. Un droit naît pour un Etat tiers d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l'Etat tiers ou à un groupe d'Etats auquel il appartient, soit à tous les Etats, et si l'Etat tiers y consent. Le consentement est présumé tant qu'il n'y a pas d'indication contraire, à moins que le traité n'en dispose autrement.

2. Un Etat qui exerce un droit en application du paragraphe 1 est tenu de respecter, pour l'exercice de ce droit, les conditions prévues dans le traité ou établies conformément à ses dispositions.

Article 37
Révocation ou modification d'obligations ou de droits d'Etats tiers.

1. Au cas où une obligation est née pour un Etat tiers conformément à l'article 35, cette obligation ne peut être révoquée ou modifiée que par le consentement des parties au traité et de l'Etat tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en étaient convenus autrement.

2. Au cas où un droit est né pour un Etat tiers conformément à l'article 36, ce droit ne peut pas être révoqué ou modifié par les parties s'il est établi qu'il était destiné à ne pas être révocable ou modifiable sans le consentement de l'Etat tiers.

Article 38
Règles d'un traité devenant obligatoires pour des Etats tiers par la formation d'une coutume internationale

Aucune disposition des articles 34 à 37 ne s'oppose à ce qu'une règle énoncée dans un traité devienne obligatoire pour un Etat tiers en tant que règle coutumière de droit international reconnue comme telle.

PARTIE IV

AMENDEMENT ET MODIFICATION DES TRAITES

Article 39

Règle générale relative à l'amendement des traités

Un traité peut être amendé par accord entre les parties. Sauf dans la mesure où le traité en dispose autrement, les règles énoncées dans la partie II s'appliquent à un tel accord.

Article 40

Amendement des traités multilatéraux

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, l'amendement des traités multilatéraux est régi par les paragraphes suivants.

2. Toute proposition tendant à amender un traité multilatéral dans les relations entre toutes les parties doit être notifiée à tous les Etats contractants, et chacun d'eux est en droit de prendre part:

a) à la décision sur la suite à donner à cette proposition;

b) à la négociation et à la conclusion de tout accord ayant pour objet d'amender le traité.

3. Tout Etat ayant qualité pour devenir partie au traité a également qualité pour devenir partie au traité tel qu'il est amendé.

4. L'accord portant amendement ne lie pas les Etats qui sont déjà parties au traité et qui ne deviennent pas parties à cet accord; l'alinéa *b*) du paragraphe 4 de l'article 30 s'applique à l'égard de ces Etats.

5. Tout Etat qui devient partie au traité après l'entrée en vigueur de l'accord portant amendement est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:

a) partie au traité tel qu'il est amendé; et

b) partie au traité non amendé au regard de toute partie au traité qui n'est pas liée par l'accord portant amendement.

Article 41

Accords ayant pour objet de modifier des traités multilatéraux dans les relations entre certaines parties seulement.

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de modifier le traité dans leurs relations mutuelles seulement:

a) si la possibilité d'une telle modification est prévue par le traité; ou

b) si la modification en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle:

i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations; et

ii) ne porte pas sur une disposition à laquelle il ne peut être dérogé sans qu'il y ait incompatibilité avec la réalisation effective de l'objet et du but du traité pris dans son ensemble.

2. A moins que, dans le cas prévu à l'alinéa *a*) du paragraphe 1, le traité n'en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les modifications que ce dernier apporte au traité.

PARTIE V

NULLITE, EXTINCTION ET SUSPENSION DE L'APPLICATION DES TRAITES

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 42

Validité et maintien en vigueur des traités

1. La validité d'un traité ou du consentement d'un Etat à être lié par un traité ne peut être contestée qu'en application de la présente convention.

2. L'extinction d'un traité, sa dénonciation ou le retrait d'une partie ne peuvent avoir lieu qu'en application des dispositions du traité ou de la présente convention. La même règle vaut pour la suspension de l'application d'un traité.

Article 43

Obligations imposées per le droit international indépendamment d'un traité

La nullité, l'extinction ou la dénonciation d'un traité, le retrait d'une des parties ou la suspension de l'application du traité, lorsqu'ils résultent de l'application de la présente convention ou des dispositions du traité, n'affectent en aucune manière le devoir d'un Etat de remplir toute obligation énoncée dans le traité à laquelle il est soumis en vertu du droit international indépendamment dudit traité.

Article 44

Divisibilité des dispositions d'un traité

1. Le droit pour une partie, prévu dans un traité ou résultant de l'article 56, de dénoncer le traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application ne peut être exercé qu'à l'égard de l'ensemble du traité, à moins que ce dernier n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement.

2. Une cause de nullité ou d'extinction d'un traité, de retrait d'une des parties ou de suspension de l'application du traité reconnue aux termes de la présente convention ne peut être invoquée qu'à l'égard de l'ensemble du traité, sauf dans les conditions prévues aux paragraphes suivants ou à l'article 60.

3. Si la cause en question ne vise que certaines clauses déterminées, elle ne peut être invoquée qu'à l'égard de ces seules clauses lorsque:

a) ces clauses sont séparables du reste du traité en ce qui concerne leur exécution;

b) il ressort du traité ou il est par ailleurs établi que l'acceptation des clauses en question n'a pas cons-

titué pour l'autre partie ou pour les autres parties au traité une base essentielle de leur consentement à être liées par le traité dans son ensemble; et

c) il n'est pas injuste de continuer à exécuter ce qui subsiste du traité.

4. Dans les cas relevant des articles 49 et 50, l'Etat qui a le droit d'invoquer le dol ou la corruption peut le faire soit à l'égard de l'ensemble du traité soit, dans le cas visé au paragraphe 3, à l'égard seulement de certaines clauses déterminées.

5. Dans les cas prévus aux articles 51, 52 et 53, la division des dispositions d'un traité n'est pas admise.

Article 45

Perte du droit d'invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application.

Un Etat ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, après avoir eu connaissance des faits, cet Etat:

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valide, reste en vigueur ou continue d'être applicable: ou

b) doit, à raison de sa conduite, être considéré comme ayant acquiescé, selon le cas, à la validité du traité ou à son maintien en vigueur ou en application.

Section 2

NULLITÉ DES TRAITÉS

Article 46

Dispositions du droit interne concernant la compétence pour conclure des traités

1. Le fait que le consentement d'un Etat à être lié par un traité a été exprimé en violation d'une disposition de son droit interne concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par cet Etat comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle de son droit interne d'importance fondamentale.

2. Une violation est manifeste si elle est objectivement évidente pour tout Etat se comportant en la matière conformément à la pratique habituelle ed de bonne foi.

Article 47

Restriction particulière du pouvoir d'exprimer le consentement d'un Etat

Si le pouvoir d'un représentant d'exprimer le consentement d'un Etat à être lié par un traité déterminé a fait l'objet d'une restriction particulière, le fait que ce représentant n'a pas tenu compte de celle-ci ne peut pas être invoqué comme viciant le consentement qu'il a exprimé, à moins que la restriction n'ait été notifiée, avant l'expression de ce consentement, aux autres Etats ayant participé à la négociation.

Article 48

Erreur

1. Un Etat peut invoquer une erreur dans un traité comme viciant son consentement à être lié par le traité si l'erreur porte sur un fait ou une situation que cet Etat supposait exister au moment où le traité a été conclu et qui constituait une base essentielle du consentement de cet Etat à être lié par le traité.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque ledit Etat a contribué à cette erreur par son comportement ou lorsque les circonstances ont été telles qu'il devait être averti de la possibilité d'une erreur.

3. Une erreur ne concernant que la rédaction du texte d'un traité ne porte pas atteinte à sa validité; dans ce cas, l'article 79 s'applique.

Article 49

Dol

Si un Etat a été amené à conclure un traité par la conduite frauduleuse d'un autre Etat ayant participé à la négociation, il peut invoquer le dol comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 50

Corruption du représentant d'un Etat

Si l'expression du consentement d'un Etat à être lié par un traité a été obtenue au moyen de la corruption de son représentant par l'action directe ou indirecte d'un autre Etat ayant participé à la négociation, l'Etat peut invoquer cette corruption comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 51

Contrainte exercée sur le représentant d'un Etat

L'expression du consentement d'un Etat à être lié par un traité qui a été obtenue par la contrainte exercée sur son représentant au moyen d'actes ou de menaces dirigés contre lui est dépourvue de tout effet juridique.

Article 52

Contrainte exercée sur un Etat par la menace ou l'emploi de la force

Est nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

Article 53

Traités en conflit avec une norme impérative du droit international général (jus cogens)

Est nul tout traité qui, au moment de sa conclusion, est en conflit avec une norme impérative du droit international général. Aux fins de la présente convention, une norme impérative du droit international général est une norme acceptée et reconnue par la commu-

nauté internationale des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère.

Section 3

EXTINCTION DES TRAITÉS ET SUSPENSION DE LEUR APPLICATION

Article 54

Extinction d'un traité ou retrait en vertu des dispositions du traité ou par consentement des parties

L'extinction d'un traité ou le retrait d'une partie peuvent avoir lieu:

a) conformément aux dispositions du traité; ou,

b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des autres Etats contractants.

Article 55

Nombre des parties à un traité multilatéral tombant au-dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur.

A moins que le traité n'en dispose autrement, un traité multilatéral ne prend pas fin pour le seul motif que le nombre des parties tombe au-dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur.

Article 56

Dénonciation ou retrait dans le cas d'un traité ne contenant pas de dispositions relatives à l'extinction, à la dénonciation ou au retrait.

1. Un traité qui ne contient pas de dispositions relatives à son extinction et ne prévoit pas qu'on puisse le dénoncer ou s'en retirer ne peut faire l'objet d'une dénonciation ou d'un retrait, à moins:

a) qu'il ne soit établi qu'il entrait dans l'intention des parties d'admettre la possibilité d'une dénonciation ou d'un retrait; ou

b) que le droit de dénonciation ou de retrait ne puisse être déduit de la nature du traité.

2. Une partie doit notifier au moins douze mois à l'avance son intention de dénoncer un traité ou de s'en retirer conformément aux dispositions du paragraphe 1.

Article 57

Suspension de l'application d'un traité en vertu de ses dispositions ou par consentement des parties.

L'application d'un traité au regard de toutes les parties ou d'une partie déterminée peut être suspendue:

a) conformément aux dispositions du traité; ou,

b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des autres Etats contractants.

Article 58

Suspension de l'application d'un traité multilatéral par accord entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de suspendre, temporairement et entre elles seulement, l'application de dispositions du traité:

a) si la possibilité d'une telle suspension est prévue par le traité; ou

b) si la suspension en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle:

i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations; et

ii) ne soit pas incompatible avec l'objet et le but du traité.

2. A moins que, dans le cas prévu à l'alinéa *a*) du paragraphe 1, le traité n'en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les dispositions du traité dont elles ont l'intention de suspendre l'application.

Article 59

Extinction d'un traité ou suspension de son application implicites du fait de la conclusion d'un traité postérieur

1. Un traité est considéré comme ayant pris fin lorsque toutes les parties à ce traité concluent ultérieurement un traité portant sur la même matière et:

a) s'il ressort du traité postérieur ou s'il est par ailleurs établi que selon l'intention des parties la matière doit être régie par ce traité; ou

b) si les dispositions du traité postérieur sont incompatibles avec celles du traité antérieur à tel point qu'il est impossible d'appliquer les deux traités en même temps.

2. Le traité antérieur est considéré comme étant seulement suspendu s'il ressort du traité postérieur ou s'il est par ailleurs établi que telle était l'intention des parties.

Article 60

Extinction d'un traité ou suspension de son application comme conséquence de sa violation

1. Une violation substantielle d'un traité bilatéral par l'une des parties autorise l'autre partie à invoquer la violation comme motif pour mettre fin au traité ou suspendre son application en totalité ou en partie.

2. Une violation substantielle d'un traité multilatéral par l'une des parties autorise:

a) les autres parties, agissant par accord unanime, à suspendre l'application du traité en totalité ou en partie ou à mettre fin à celui-ci:

i) soit dans les relations entre elles-mêmes et l'Etat auteur de la violation,

ii) soit entre toutes les parties;

b) une partie spécialement atteinte par la violation à invoquer celle-ci comme motif de suspension de l'application du traité en totalité ou en partie dans les relations entre elle-même et l'Etat auteur de la violation;

c) toute partie autre que l'Etat auteur de la violation à invoquer la violation comme motif pour suspendre l'application du traité en totalité ou en partie en ce qui la concerne si ce traité est d'une nature telle qu'une violation substantielle de ses dispositions par une partie modifie radicalement la situation de chacune des parties quant à l'exécution ultérieure de ses obligations en vertu du traité.

3. Aux fins du présent article, une violation substantielle d'un traité est constituée par:

a) un rejet du traité non autorisé par la présente convention; ou

b) la violation d'une disposition essentielle pour la réalisation de l'objet ou du but du traité.

4. Les paragraphes qui précèdent ne portent atteinte à aucune disposition du traité applicable en cas de violation.

5. Les paragraphes 1 à 3 ne s'appliquent pas aux dispositions relatives à la protection de la personne humaine contenues dans des traités de caractère humanitaire, notamment aux dispositions excluant toute forme de représailles à l'égard des personnes protégées par lesdits traités.

Article 61

Survenance d'une situation rendant l'exécution impossible

1. Une partie peut invoquer l'impossibilité d'exécuter un traité comme motif pour y mettre fin ou pour s'en retire si cette impossibilité résulte de la disparition ou destruction définitives d'un objet indispensable à l'exécution de ce traité. Si l'impossibilité est temporaire, elle peut être invoquée seulement comme motif pour suspendre l'application du traité.

2. L'impossibilité d'exécution ne peut être invoquée par une partie comme motif pour mettre fin au traité, pour s'en retirer ou pour en suspendre l'application si cette impossibilité résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

Article 62

Changement fondamental de circonstances

1. Un changement fondamental de circonstances qui s'est produit par rapport à celles qui existaient au moment de la conclusion d'un traité et qui n'avait pas été prévu par les parties ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin au traité ou pour s'en retirer, à moins que:

a) l'existence de ces circonstances n'ait constitué une base essentielle du consentement des parties à être liées par le traité; et que

b) ce changement n'ait pour effet de transformer radicalement la portée des obligations qui restent à exécuter en vertu du traité.

2. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer:

a) s'il s'agit d'un traité établissant une frontière; ou

b) si le changement fondamental résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

3. Si une partie peut, conformément aux paragraphes qui précèdent, invoquer un changement fondamental de circonstances comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer, elle peut également ne l'invoquer que pour suspendre l'application du traité.

Article 63

Rupture des relations diplomatiques ou consulaires

La rupture des relations diplomatiques ou consulaires entre parties à un traité est sans effet sur les relations juridiques établies entre elles par le traité, sauf dans la mesure où l'existence de relations diplomatiques ou consulaires est indispensable à l'application du traité.

Article 64

Survenance d'une nouvelle norme impérative du droit international général (jus cogens)

Si une nouvelle norme impérative du droit international général survient, tout traité existant qui est en conflit avec cette norme devient nul et prend fin.

Section 4

PROCÉDURE

Article 65

Procédure à suivre concernant la nullité d'un traité, son extinction, le retrait d'une partie ou la suspension de l'application du traité.

1. La partie qui, sur la base des dispositions de la présente convention, invoque soit un vice de son consentement à être liée par un traité, soit un motif de contester la validité d'un traité, d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application, doit notifier sa prétention aux autres parties. La notification doit indiquer la mesure envisagée à l'égard du traité et les raisons de celle-ci.

2. Si, après un délai qui, sauf en cas d'urgence particulière, ne saurait être inférieur à une période de trois mois à compter de la réception de la notification, aucune partie n'a fait d'objection, la partie qui a fait la notification peut prendre, dans les formes prévues à l'article 67, la mesure qu'elle a envisagée.

3. Si toutefois une objection a été soulevée par une autre partie, les parties devront rechercher une solution par les moyens indiqués à l'article 33 de la Charte des Nations Unies.

4. Rien dans les paragraphes qui précèdent ne porte atteinte aux droits ou obligations des parties découlant de toute disposition en vigueur entre elles concernant le reglement des différends.

5. Sans préjudice de l'article 45, le fait qu'un Etat n'ait pas adressé la notification prescrite au paragraphe 1 ne l'empêche pas de faire cette notification en réponse à une autre partie qui demande l'exécution du traité ou qui allègue sa violation.

Article 66
Procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation

Si, dans les douze mois qui ont suivi la date à laquelle l'objection a été soulevée, il n'a pas été possible de parvenir à une solution conformément au paragraphe 3 de l'article 65, les procédures ci-après appliquées:

a) toute partie à un différend concernant l'application ou l'interprétation des articles 53 ou 64 peut, par une requête, le soumettre à la décision de la Cour internationale de Justice, à moins que les parties ne décident d'un commun accord de soumettre le différend à l'arbitrage;

b) toute partie à un différend concernant l'application ou l'interprétation de l'un quelconque des autres articles de la partie V de la présente convention peut mettre en oeuvre la procédure indiquée à l'annexe à la convention en adressant une demande à cet effet au Secrétaire général des Nations Unies.

Article 67
Instruments ayant pour objet de déclarer la nullité d'un traité, d'y mettre fin, de réaliser le retrait ou de suspendre l'application du traité.

1. La notification prévue au paragraphe 1 de l'article 65 doit être faite par écrit.

2. Tout acte déclarant la nullité d'un traité, y mettant fin ou réalisant le retrait ou la suspension de l'application du traité sur la base de ses dispositions ou des paragraphes 2 ou 3 de l'article 65 doit être consigné dans un instrument communiqué aux autres parties. Si l'instrument n'est pas signé par le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, le représentant de l'Etat qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs.

Article 68
Révocation des notifications et des instruments prévus aux articles 65 et 67

Une notification ou un instrument prévus aux articles 65 et 67 peuvent être révoqués à tout moment avant qu'ils aient pris effet.

Section 5

CONSÉQUENCES DE LA NULLITÉ, DE L'EXTINCTION OU DE LA SUSPENSION DE L'APPLICATION D'UN TRAITÉ

Article 69
Conséquences de la nullité d'un traité

1. Est nul un traité dont la nullité est établie en vertu de la présente convention. Les dispositions d'un traité nul n'ont pas de force juridique.

2. Si des actes ont néanmoins été accomplis sur la base d'un tel traité:

a) toute partie peut demander à toute autre partie d'établir pour autant que possible dans leurs relations mutuelles la situation qui aurait existé si ces actes n'avaient pas été accomplis;

b) les actes accomplis de bonne foi avant que la nullité ait été invoquée ne sont pas rendus illicites du seul fait de la nullité du traité.

3. Dans les cas qui relèvent des articles 49, 50, 51 ou 52, le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard de la partie à laquelle le dol, l'acte de corruption ou la contrainte est imputable.

4. Dans les cas où le consentement d'un Etat déterminé à être lié par un traité multilatéral est vicié, les règles qui précèdent s'appliquent dans les relations entre ledit Etat et les parties au traité.

Article 70
Conséquences de l'extinction d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, le fait qu'un traité a pris fin en vertu de ses dispositions ou conformément à la présente convention:

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties, créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin.

2. Lorsqu'un Etat dénonce un traité multilatéral ou s'en retire, le paragraphe 1 s'applique dans les relations entre cet Etat et chacune des autres parties au traité à partir de la date à laquelle cette dénonciation ou ce retrait prend effet.

Article 71
Conséquences de la nullité d'un traité en conflit avec une norme impérative du droit international général

1. Dans le cas d'un traité qui est nul en vertu de l'article 53, les parties sont tenues:

a) d'éliminer, dans la mesure du possible, les conséquences de tout acte accompli sur la base d'une disposition qui est en conflit avec la norme impérative du droit international général; et

b) de rendre leurs relations mutuelles conformes à la norme impérative du droit international général.

2. Dans le cas d'un traité qui devient nul et prend fin en vertu de l'article 64, la fin du traité:

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation, ni aucune situation juridique des parties, créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin; toutefois, ces droits, obligations ou situations ne peuvent être maintenus par la suite que dans la mesure où leur maintien n'est pas en soi en conflit avec la nouvelle norme impérative du droit international général.

Article 72
Conséquences de la suspension de l'application d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, la suspension de l'application d'un traité sur la base de ses dispositions ou conformément à la présente convention:

a) libère les parties entre lesquelles l'application du traité est suspendue de l'obligation d'exécuter le

traité dans leurs relations mutuelles pendant la période de suspension;

b) n'affecte pas par ailleurs les relations juridiques établies par le traité entre les parties.

2. Pendant la période de suspension, les parties doivent s'abstenir de tous actes tendant à faire obstacle à la reprise de l'application du traité.

PARTIE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 73

Cas de succession d'Etats, de responsabilité d'un Etat ou d'ouverture d'hostilités

Les dispositions de la présente convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d'un traité du fait d'une succession d'Etats ou en raison de la responsabilité internationale d'un Etat ou de l'ouverture d'hostilités entre Etats.

Article 74

Relations diplomatiques ou consulaires et conclusion de traités

La rupture des relations diplomatiques ou des relations consulaires ou l'absence de telles relations entre deux ou plusieurs Etats ne fait pas obstacle à la conclusion de traités entre lesdits Etats. La conclusion d'un traité n'a pas en soi d'effet en ce qui concerne les relations diplomatiques ou les relations consulaires.

Article 75

Cas d'un Etat agresseur

Les dispositions de la présente convention sont sans effet sur les obligations qui peuvent résulter à propos d'un traité, pour un Etat agresseur, de mesures prises conformément à la Charte des Nations Unies au sujet de l'agression commise par cet Etat.

PARTIE VII

DEPOSITAIRES, NOTIFICATIONS, CORRECTIONS ET ENREGISTREMENT

Article 76

Dépositaires des traités

1. La désignation du dépositaire d'un traité peut être effectuée par les Etats ayant participé à la négociation, soit dans le traité lui-même, soit de toute autre manière. Le dépositaire peut être un ou plusieurs Etats, une organisation internationale ou le principal fonctionnaire administratif d'une telle organisation.

2. Les fonctions du dépositaire d'un traité ont un caractère international et le dépositaire est tenu d'agir impartialement dans l'accomplissement de ses fonctions. En particulier, le fait qu'un traité n'est pas entré en vigueur entre certaines des parties ou qu'une divergence est apparue entre un Etat et un dépositaire en ce qui concerne l'exercice des fonctions de ce dernier ne doit pas influer sur cette obligation.

Article 77

Fonctions des dépositaires

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les Etats contractants n'en conviennent autrement, les fonctions du dépositaire sont notamment les suivantes:

a) assurer la garde du texte original du traité et des pleins pouvoirs qui lui seraient remis;

b) établir des copies certifiées conformes du texte original et tous autres textes du traité en d'autres langues qui peuvent être requis par le traité, et les communiquer aux parties au traité et aux Etats ayant qualité pour le devenir;

c) recevoir toutes signatures du traité, recevoir et garder tous instruments, notifications et communications relatifs au traité;

d) examiner si une signature, un instrument, une notification ou une communication se rapportant au traité est en bonne et due forme et, le cas échéant, porter la question à l'attention de l'Etat en cause;

e) informer les parties au traité et les Etats ayant qualité pour le devenir des actes, notifications et communications relatifs au traité;

f) informer les Etats ayant qualité pour devenir parties au traité de la date à laquelle a été reçu ou déposé le nombre de signatures ou d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion requis pour l'entrée en vigueur du traité;

g) assurer l'enregistrement du traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies;

h) remplir les fonctions spécifiées dans d'autres dispositions de la présente convention.

2. Lorsqu'une divergence apparaît entre un Etat et le dépositaire au sujet de l'accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire doit porter la question à l'attention des Etats signataires et des Etats contractants ou, le cas échéant, de l'organe compétent de l'organisation internationale en cause.

Article 78

Notifications et communications

Sauf dans les cas où le traité ou la présente convention en dispose autrement, une notification ou communication qui doit être faite par un Etat en vertu de la présente convention:

a) est transmise, s'il n'y a pas de dépositaire, directement aux Etats auxquels elle est destinée ou, s'il y a un dépositaire, à ce dernier;

b) n'est considérée comme ayant été faite par l'Etat en question qu'à partir de sa réception par l'Etat auquel elle a été transmise ou, le cas échéant, par le dépositaire;

c) si elle est transmise à un dépositaire, n'est considérée comme ayant été reçue par l'Etat auquel elle est destinée qu'à partir du moment où cet Etat aura reçu du dépositaire l'information prévue à le alinéa *e*) du paragraphe 1 de l'article 77.

Article 79

Correction des erreurs dans les textes ou les copies certifiées conformes des traités

1. Si, après l'authentification du texte d'un traité, les Etats signataires et les Etats contractants constatent d'un commun accord que ce texte contient une erreur, il est procédé à la correction de l'erreur par l'un des moyens énumérés ci-après, à moins que lesdits Etats ne décident d'un autre mode de correction:

a) correction du texte dans le sens approprié et paraphe de la correction par des représentants dûment habilités;

b) établissement d'un instrument ou échange d'instruments où se trouve consignée la correction qu'il a été convenu d'apporter au texte;

c) établissement d'un texte corrigé de l'ensemble du traité suivant la procédure utilisée pour le texte originaire.

2. Lorsqu'il s'agit d'un traité pour lequel il existe un dépositaire, celui-ci notifie aux Etats signataires et aux Etats contractants l'erreur et la proposition de la corriger et spécifie un délai approprié dans lequel objection peut être faite à la correction proposée. Si, à l'expiration du délai:

a) aucune objection n'a été faite, le dépositaire effectue et paraphe la correction dans le texte, dresse un procès-verbal de rectification du texte et en communique copie aux parties au traité et aux Etats ayant qualité pour le devenir;

b) une objection a été faite, le dépositaire communique l'objection aux Etats signataires et aux Etats contractants.

3. Les règles énoncées aux paragraphes 1 et 2 s'appliquent également lorsque le texte a été authentifié en deux ou plusieurs langues et qu'apparaît un défaut de concordance qui, de l'accord des Etats signataires et des Etats contractants, doit être corrigé.

4. Le texte corrigé remplace *ab initio* le texte défectueux, à moins que les Etats signataires et les Etats contractants n'en décident autrement.

5. La correction du texte d'un traité qui a été enregistré est notifiée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

6. Lorsqu'une erreur est relevée dans une copie certifiée conforme d'un traité, le dépositaire dresse un procès-verbal de rectification et en communique copie aux Etats signataires et aux Etats contractants.

Article 80

Enregistrement et publication des traités

1. Après leur entrée en vigueur, les traités sont transmis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'enregistrement ou de classement et inscription au répertoire, selon le cas, ainsi que de publication.

2. La désignation d'un dépositaire constitue autorisation pour celui-ci d'accomplir les actes visés au paragraphe précédent.

PARTIE VIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 81

Signature

La présente convention sera ouverte à la signature de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de justice et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie à la convention, de la manière suivante: jusqu'au 30 novembre 1969 au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche et ensuite jusqu'au 30 avril 1970 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 82

Ratification

La présente convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 83

Adhésion

La présente convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 81. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 84

Entrée en vigueur

1. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la convention ou y adhéreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, la convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 85

Textes authentiques

L'original de la présente convention, dont les taxtes anglais, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente convention.

FAIT à Vienne, le vingt-trois mai mil neuf cent soixante-neuf.

ANNEXE

1. Le Secrétaire général des Nations Unies dresse et tient une liste de conciliateurs composée de juristes qualifiés. A cette fin, tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou partie à la présente convention est invité à désigner deux conciliateurs et les noms des personnes ainsi désignées composeront la liste. La désignation des conciliateurs, y compris ceux qui sont désignés pour remplir une vacance fortuite, est faite pour une période de cinq ans renouvelable. A l'expiration de la période pour laquelle ils auront été désignés, les conciliateurs continueront à exercer les fonctions pour lesquelles ils auront été choisis conformément au paragraphe suivant.

2. Lorsqu'une demande est soumise au Secrétaire général conformément à l'article 66, le Secrétaire général porte le différend devant une commission de conciliation composée comme suit.

L'Etat ou les Etats constituant une des parties au différend nomment:

a) un conciliateur de la nationalité de cet Etat ou de l'un de ces Etats, choisi ou non sur la liste visée au paragraphe 1; et

b) un conciliateur n'ayant pas la nationalité de cet Etat ou de l'un de ces Etats, choisi sur la liste.

L'Etat ou les Etats constituant l'autre partie au différend nomment deux conciliateurs de la même manière. Les quatre conciliateurs choisis par les parties doivent être nommés dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle le Secrétaire général reçoit la demande.

Dans les soixante jours qui suivent la dernière nomination, les quatre conciliateurs en nomment un cinquième, choisi sur la liste, qui sera président.

Si la nomination du président ou de l'un quelconque des autres conciliateurs n'intervient pas dans le délai prescrit ci-dessus pour cette nomination, elle sera faite par le Secrétaire général dans les soixante jours qui suivent l'expiration de ce délai. Le Secrétaire général peut désigner comme président soit l'une des personnes inscrites sur la liste, soit un des membres de la Commission du droit international. L'un quelconque des délais dans lesquels les nominations doivent être faites peut être prorogé par accord des parties au différend.

Toute vacance doit être remplie de la façon spécifiée pour la nomination initiale.

3. La Commission de conciliation arrête elle-même sa procédure. La Commission, avec le consentement des parties au différend, peut inviter toute partie au traité à lui soumettre ses vues oralement ou par écrit. Les décisions et les recommandations de la Commission sont adoptées à la majorité des voix de ses cinq membres.

4. La Commission peut signaler à l'attention des parties au différend toute mesure susceptible de faciliter un règlement amiable.

5. La Commission entend les parties, examine les prétentions et les objections et fait des propositions aux parties en vue de les aider à parvenir à un règlement amiable du différend.

6. La Commission fait rapport dans les douze mois qui suivent sa constitution. Son rapport est déposé auprès du Secrétaire général et communiqué aux parties au différend. Le rapport de la Commission, y compris toutes conclusions y figurant sur les faits ou sur les points de droit, ne lie pas les parties et n'est rien de plus que l'énoncé de recommandations soumises à l'examen des parties en vue de faciliter un règlement amiable du différend.

7. Le Secrétaire général fournit à la Commission l'assistance et les facilités dont elle peut avoir besoin. Les dépenses de la Commission sont supportées par l'Organisation des Nations Unies.

Pour l'Afghanistan:
Subject to the declaration attached (1)
Abdul H. TABIBI (*)

Pour l'Albanie:

Pour l'Algérie:

Pour l'Argentine:
E. DE LA GUARDIA

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Barbade:
George C. R. MOE

Pour la Belgique:

Pour la Bolivie:
Sujeta a la declaración anexa (2)
J. ROMERO LOZA (**)

Pour le Botswana:

Pour le Brésil:
G. NASCIMIENTO E SILVA

Traduction du Secrétariat:

(1) Avec une déclaration, dont texte joint en annexe.
Abdul H. TABIBI

(*) Texte de la déclaration: L'Afghanistan interprète l'article 62 (Changement fondamental de circonstances) de la manière suivante:

L'alinéa *a*) du paragraphe 2 ne s'applique pas dans le cas de traités inégaux ou illégaux, ni dans le cas de tout autre traité contraire au principe de l'autodétermination. Cette interprétation est celle qui a été soutenue par l'Expert consultant dans sa déclaration du 11 mai 1968 devant la Commission plénière et dans la communication du 14 mai 1969 (A/CONF. 39/L 40) qu'il a adressée à la Conférence.

Traduction du Secrétariat:

(2) Avec une déclaration, dont texte joint en annexe.

Traduction du Secrétariat:

(**) 1. L'imperfection de la convention de Vienne sur le droit des traités retarde la réalisation des aspirations de l'humanité.

2. Néanmoins, les normes que consacre la convention marquent d'importants progrès fondés sur des principes de justice internationale que la Bolivie a traditionnellement défendus.

Pour la Bulgarie:

Pour la Birmanie:

Pour le Burundi:

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie:

Pour le Cambodge:
Sarin CHHAK

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

Pour la République centrafricaine:

Pour Ceylan:

Pour le Tchad:

Pour le Chili:
Pedro J. RODRÍGUEZ
Edmundo VARGAS

Pour la Chine:
Liu CHIEH - April 27, 1970

Pour la Colombie:
Antonio BAYONA
Humberto RUIZ
J. J. CAICEDO PERDOMO

Pour le Congo (Brazzaville):
Sous réserve de ratification par mon pays
S. BIKOUTHA

Pour le Congo (République démocratique du):

Pour le Costa Rica:
Ad referendum y sujeto a las reservas anexas (1)
J. L. REDONDO GÓMEZ (*)

Traduction du Secrétariat:

(1) *Ad referendum* et soumise aux réserves, dont texte joint en annexe.

Traduction du Secrétariat:

(*) 1. En ce qui concerne les articles 11 et 12, la délégation du Costa Rica formule la réserve suivante: en matière constitutionnelle, le système juridique de ce pays n'autorise aucune forme de consentement qui ne soit sujette à ratification par l'Assemblée législative.

2. En ce qui concerne l'article 25, la délégation du Costa Rica formule la réserve suivante: la Constitution politique de ce pays n'admet pas non plus l'entrée en vigueur provisoire des traités.

3. La délégation du Costa Rica interprète l'article 27 comme visant les lois ordinaires mais non les dispositions de la constitution politique.

4. La délégation du Costa Rica interprète l'article 38 de la manière suivante: une règle coutumière du droit international général ne prévaudra sur aucune règle du système interaméricain, au regard duquel la présente convention revêt, à son avis, un caractère supplémentaire.

Pour Cuba:

Pour Chypre:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour le Dahomey:

Pour le Danemark:
Otto BORCH - April 18, 1970

Pour la République dominicaine:

Pour l'Equateur:
Con la declaración que se anex (1)
Gonzalo ESCUDERO MOSCOSO

Pour El Salvador:
R. GALINDO POHL - 16 de febrero de 1970

Pour la Guinée Equatoriale:

Pour l'Ethiopie:
Kifle WODAJO - 30 April 1970

Pour la République fédérale d'Allemagne:
Alexander BÖKER - 30th April 1970

Pour la Finlande:
Erik CASTRÉN

Pour la France:

Pour le Gabon:

Pour la Gambie:

Pour le Ghana:
Emmanuel K. DADZIE
G. O. LAMPTEY

Pour la Grèce:

Traduction du Secrétariat:

(1) Avec une déclaration, dont texte joint en annexe.

Traduction du Secrétariat:

En signant la présente convention, l'Equateur n'a pas jugé nécessaire de formuler une réserve quelconque au sujet de l'article 4 de cet instrument, car il considère qu'au nombre des règles auxquelles se réfère la première partie de cet article figure le principe du règlement pacifique des différends, énoncé au paragraphe 3 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, dont le caractère de *jus cogens* lui confère une valeur impérative universelle.

De même, l'Equateur considère également que la première partie de l'article 4 est applicable aux traités existants.

Il tient à préciser à cette occasion que ledit article s'appuie sur le principe incontestable selon lequel, lorsque la convention codifie des règles relevant de la *lex lata*, ces règles, du fait que elles sont préexistantes, peuvent être invoquées et appliquées au regard de traités conclus avant l'entrée en vigueur de ladite convention, laquelle constitue l'instrument les ayant codifiées.

Pour le Guatemala:
Ad referendum y sujeto a las reservas que constan en documento anexo (1)
Adolfo MOLINA ORANTES

Pour la Guinée:

Pour la Guyane:
John CARTER

Pour Haïti:

Pour le Saint-Siège:
Opilio ROSSI - 30 September 1969

Pour le Honduras:
Mario CARÍAS ZAPATA

Pour la Hongrie:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:
A. MATINE-DAFTARY

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:
Piero VINCI - 22 April 1970

Pour la Côte-d'Ivoire:
Lucien YAPOBI - 23 July 1969

Pour la Jamaïque:
L. B. FRANCIS
K. RATTRAY

Pour le Japon:

Pour la Jordanie:

Pour le Kenya:
I. S. BHOI

Traduction du Secrétariat:

(1) *Ad referendum* et soumise aux réserves contenues dans le document ci-joint.

Traduction du Secrétariat:

En signant la convention de Vienne sur le droit des traités, la délégation du Guatemala formule les réserves suivantes:

I. Le Guatemala ne peut accepter aucune disposition de la présente convention qui porte atteinte à ses droits et à sa revendication sur le territoire de Belize.

II. Le Guatemala n'appliquera pas les dispositions des articles 11, 12, 25 et 66, dans la mesure où elles contreviendraient aux principes consacrés dans la constitution de la République.

III. Le Guatemala n'appliquera les dispositions de l'article 38 que dans les cas où il considérera que cela sert les intérêts du pays.

Pour le Koweït:

Pour le Laos:

Pour le Liban:

Pour le Lesotho:

Pour le Libéria:
Nelson BRODERICK

Pour la Libye:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:
Gaston THORN - 4 septembre 1969

Pour Madagascar:
Ad referendum
B. RAZAFINTSEHENO

Pour le Malawi:

Pour la Malaisie:

Pour les Iles Maldives:

Pour le Mali:

Pour Malte:

Pour la Mauritanie:

Pour Maurice:

Pour le Mexique:
Eduardo SUÁREZ

Pour Monaco:

Pour la Mongolie:

Pour le Maroc:
Sous réserve de la déclaration ci-jointe (*)
Taoufiq KABBAJ

Pour Nauru:

Pour le Nepal:
Pradumna LAL RAJBHANDARY

Pour les Pays-Bas:

Pour la Nouvelle-Zélande:
John V. SCOTT - 29 April 1970

(*) *Texte de la déclaration*:

« 1. Le Maroc interprète le paragraphe 2 *a*) de l'article 62 (changement fondamental de circonstances) comme ne couvrant pas les traités illicites et inégaux ainsi que tout traité contraire au principe de l'autodétermination. Le point de vue du Maroc sur le paragraphe 2 *a*) a été soutenu par l'Expert consultant dans son intervention du 11 mai 1968 en Commission plénière ainsi que le 14 mai 1969 à la Conférence plénière (document A/CONF. 39/L. 40).

« 2. Il est entendu que la signature par le Maroc de la présente convention ne signifie en aucune façon qu'il reconnaisse Israël. En outre, aucune relation conventionnelle ne sera établie entre le Maroc et Israël ».

Pour le Nicaragua:

Pour le Niger:

Pour la Nigéria:
T. O. ELIAS

Pour la Norvège:

Pour le Pakistan:
A. SHAHI - 29 April, 1970

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:
Luis ALVARADO GARRIDO
Juan José CALLE

Pour les Philippines:
Roberto CONCEPCIÓN

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la République de Corée:
Yang Soo YU - 27 November 1969

Pour la République du Viet-Nam:

Pour la Roumanie:

Pour le Rwanda:

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie saoudite:

Pour le Sénégal:

Pour le Sierra Leone:

Pour Singapour:

Pour la Somalie:

Pour l'Afrique du Sud:

Pour le Yémen du Sud:

Pour L'Espagne:

Pour le Soudan:
Ahmed SALAH BUKHARI

Pour Souaziland:

Pour la Suède:
Torsten Örn - 23 April 1970

Pour la Suisse:

Pour la Syrie:

Pour la Thaïlande:

Pour le Togo:

Pour la Trinité et Tobago:
T. BADEN-SEMPER

Pour la Tunisie:

Pour la Turquie:

Pour l'Ouganda:

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union des républiques socialistes soviétiques:

Pour la République arabe unie:

Pour le Royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
Subject to the declaration, the text of which is attached (1)
CARADON (*) - 20 April 1970

Pour la République-unie de Tanzanie:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Richard D. KEARNEY - 24 April 1970
John R. STEVENSON - 24 April 1970

Pour la Haute-Volta:

Pour l'Uruguay:
Eduardo JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA
Alvaro ALVAREZ

Pour le Venezuela:

Pour le Samoa-Occidental:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:
Aleksandar JELÍC

Pour la Zambie:
Lishomwa MUUKA

Traduction du Secrétariat:

(1) Avec une déclaration, dont texte joint en annexe.

(*) **Texte de la déclaration:** Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare considérer qu'aucune disposition de l'article 66 de ladite convention ne vise à écarter la juridiction de la Cour internationale de Justice lorsque cette juridiction découle de clauses en vigueur entre les parties, concernant le règlement des différends et ayant force obligatoire à leur égard. Le Gouvernement du Royaume-Uni déclare notamment, au regard des Etats parties à la convention de Vienne qui acceptent comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice, qu'il ne considérera pas les dispositions de l'alinéa *b*) de l'article 66 de la convention de Vienne comme fournissant « un autre mode de règlement pacifique », au sens du paragraphe i, *a*), de la Déclaration, déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 1er janvier 1969, par laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni a accepté comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, tout en réservant pour le moment sa position vis-à-vis des autres déclarations et réserves faites par divers Etats lors de la signature de la convention par ces derniers, juge nécessaire de déclarer que le Royaume-Uni ne reconnaît au Guatemala aucun droit ni titre légitime de réclamation en ce qui concerne le territoire du Honduras britannique.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE DI VIENNA SUL DIRITTO DEI TRATTATI

Gli Stati parti della presente convenzione,

Considerando l'importanza fondamentale dei trattati nella storia delle relazioni internazionali,

Riconoscendo l'importanza sempre maggiore dei trattati quale fonte di diritto internazionale e quale mezzo per sviluppare la collaborazione pacifica fra le Nazioni, quali che siano i loro regimi costituzionali e sociali,

Constatando che i princìpi del libero consenso e della buona fede nonché le norme *pacta sunt servanda* sono universalmente riconosciuti,

Affermando che le controversie relative ai trattati devono, così come le altre controversie internazionali, essere composte con mezzi pacifici e secondo princìpi della giustizia e del diritto internazionale,

Ricordando la decisione dei popoli delle Nazioni Unite di creare le condizioni necessarie al mantenimento della giustizia e del rispetto degli obblighi sorti dai trattati,

Coscienti dei princìpi di diritto internazionale contenuti nella Carta delle Nazioni Unite, quali i princìpi concernenti l'uguaglianza dei diritti dei popoli e il diritto di disporre di se stessi, l'eguaglianza sovrana e l'indipendenza di tutti gli Stati, la non-ingerenza negli affari interni degli Stati, il divieto di fare uso di minacce o dell'uso della forza ed il rispetto universale ed effettivo dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali per tutti,

Convinti che la codificazione e il progressivo sviluppo del diritto dei trattati realizzati dalla presente convenzione gioveranno ai fini delle Nazioni Unite enunciati nella Carta, che sono quelli di mantenere la pace e la sicurezza internazionali, di sviluppare delle relazioni amichevoli tra le Nazioni e di porre in atto la collaborazione internazionale,

Affermando che le norme del diritto internazionale consuetudinario continueranno a regolare le questioni che non vengono regolate dalle disposizioni della presente convenzione,

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I

INTRODUZIONE

Articolo 1.

Campo di applicazione della presente convenzione

La presente convenzione si applica ai trattati tra Stati.

Articolo 2.

Espressioni e termini usati

1. Ai fini della presente convenzione:

a) il termine « trattato » indica un accordo internazionale concluso per iscritto tra Stati e regolato dal diritto internazionale, che sia costituito da un solo strumento o da due o più strumenti connessi, qualunque ne sia la particolare denominazione;

b) i termini « ratifica », « accettazione », « approvazione » ed « adesione » indicano, a seconda dei casi, l'atto internazionale così chiamato con il quale uno Stato sancisce sul piano internazionale il proprio consenso ad essere vincolato da un trattato;

c) l'espressione « pieni poteri » indica un documento emanato dall'autorità competente di uno Stato che designi una o più persone a rappresentare lo Stato nel corso dei negoziati, l'adozione o l'autenticazione del testo di un trattato, per esprimere il consenso dello Stato stesso ad essere vincolato da un trattato o per compiere ogni altro atto riguardante il trattato stesso;

d) il termine « riserva » indica una dichiarazione unilaterale, quale che sia la sua formulazione o indicazione, fatta da uno Stato al momento in cui firma, ratifica, accetta, approva un trattato o vi aderisce, mediante la quale mira ad escludere o a modificare l'effetto giuridico di alcune disposizioni del trattato nella loro applicazione a tale Stato;

e) l'espressione « Stato che ha partecipato ai negoziati » indica uno Stato che abbia partecipato alla elaborazione e all'adozione del testo del trattato;

f) l'espressione « Stato contraente » indica uno Stato che ha acconsentito ad essere vincolato dal trattato, indipendentemente dal fatto che il trattato sia entrato in vigore o meno;

g) il termine « parte » indica uno Stato che ha consentito ad essere vincolato dal trattato e nei cui confronti il trattato sia in vigore;

h) l'espressione « terzo Stato » indica uno Stato che non è parte del trattato;

i) l'espressione « Organizzazione internazionale » indica una organizzazione fra governi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 concernenti i termini e le espressioni usati nella presente convenzione non pregiudicano l'impiego di tali espressioni né il senso che può venir loro dato nel diritto interno di uno Stato.

Articolo 3.

Accordi internazionali che non rientrano nel quadro della presente convenzione

Il fatto che la presente convenzione non si applichi né agli accordi internazionali conclusi tra gli Stati ed altri soggetti di diritto internazionale o tali altri soggetti di diritto internazionale fra di loro né agli accordi internazionali che non sono stati conclusi per iscritto, non viola:

a) il valore giuridico di tali accordi;

b) l'applicazione a tali accordi di ogni norma enunciata nella presente convenzione alla quale sarebbero soggetti in base al diritto internazionale indipendentemente dalla predetta convenzione;

c) l'applicazione della convenzione ai rapporti fra Stati regolati da accordi internazionali dei quali sono egualmente parti altri soggetti di diritto internazionale.

Articolo 4.

Irretroattività della presente convenzione

Salva restando l'applicazione di qualsiasi norma enunciata nella presente convenzione alla quale i trattati sarebbero soggetti in base al diritto internazionale indipendentemente dalla predetta convenzione, questa si applica nei confronti di tali Stati, soltanto ai trattati conclusi dopo la sua entrata in vigore.

Articolo 5.

Trattati costitutivi di organizzazioni internazionali e trattati adottati in seno ad un'organizzazione internazionale.

La presente convenzione si applica ad ogni trattato che sia atto costitutivo di una organizzazione internazionale e ad ogni trattato adottato in seno ad una organizzazione internazionale, con riserva di qualsiasi norma pertinente all'organizzazione.

PARTE II

CONCLUSIONE ED ENTRATA IN VIGORE DEI TRATTATI

Sezione prima

CONCLUSIONE DEI TRATTATI

Articolo 6.

Capacità degli Stati di concludere trattati

Ogni Stato ha la capacità di concludere dei trattati.

Articolo 7.

Pieni poteri

1. Un individuo viene considerato il rappresentante di uno Stato per l'adozione o l'autenticazione del testo di un trattato o per esprimere il consenso dello Stato ad essere vincolato da un trattato:

a) quando presenti i pieni poteri del caso;

b) quando risulti dalla pratica degli Stati interessati o da altre circostanze che detti Stati avevano l'intenzione di considerare tale individuo come rappresentante dello Stato a tali fini e di non richiedere perciò la presentazione dei pieni poteri.

2. Sono considerati rappresentanti dello Stato al quale appartengono, in virtù delle loro funzioni, e senza dover presentare i pieni poteri:

a) i Capi di Stato, i Capi di Governo ed i Ministri degli affari esteri, per tutti gli atti relativi alla conclusione di un trattato;

b) i capi di missioni diplomatiche, per l'adozione del testo di un trattato tra lo Stato accreditante e lo Stato accreditatario;

c) i rappresentanti accreditati degli Stati ad una conferenza internazionale o uno dei suoi organi, per l'adozione del testo di un trattato nel corso di detta conferenza, presso detta organizzazione o detto organo.

Articolo 8.

Conferma successiva di un atto compiuto senza autorizzazione

Un atto concernente la conclusione di un trattato, compiuto da una persona che non può, in base all'articolo 7, essere considerata come autorizzata a rappresentare uno Stato a tale scopo è senza effetti giuridici, a meno che non sia confermato successivamente da tale Stato.

Articolo 9.

Adozione del testo

1. L'adozione del testo di un trattato si compie con il consenso di tutti gli Stati partecipanti alla sua elaborazione, salvo i casi previsti dal paragrafo 2.

2. L'adozione del testo di un trattato in una conferenza internazionale si compie con la maggioranza dei due terzi degli Stati presenti e votanti, a meno che detti Stati non decidano, con la stessa maggioranza, di applicare una norma diversa.

Articolo 10.

Autenticazione del testo

Il testo di un trattato è ritenuto autentico e definitivo:

a) in base alla procedura stabilita in tale testo o convenuto dagli Stati partecipanti all'elaborazione del trattato; o,

b) in mancanza di tale procedura, con la firma, la firma *ad referendum* o la parafatura, da parte dei rappresentanti di detti Stati, del testo del trattato o dell'atto finale di una conferenza nel quale il testo venga depositato.

Articolo 11.

Modi di esprimere il consenso ad essere vincolati da un trattato

Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato può essere espresso con la firma, lo scambio di strumenti che formano il trattato, la ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione, o con ogni altro mezzo convenuto.

Articolo 12.

Espressione, mediante la firma, del consenso ad essere vincolati da un trattato

1. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato viene espresso con la firma del rappresentante di tale Stato:

a) quando il trattato prevede che la firma abbia tale effetto;

b) quando sia stato accertato che gli Stati che hanno partecipato ai negoziati avevano convenuto che la firma avrebbe avuto tale effetto; o

c) quando l'intenzione dello Stato di dare tale effetto alla firma risulti dai pieni poteri del suo rappresentante o sia stata espressa nel corso dei negoziati.

2. Ai fini del paragrafo 1:

a) la parafatura di un testo equivale alla firma di un trattato quando sia accertato che gli Stati che hanno partecipato al negoziato avevano così convenuto;

b) la firma *ad referendum* di un trattato da parte del rappresentante di uno Stato, qualora venga confermata da quest'ultimo, equivale alla firma definitiva del trattato.

Articolo 13.

Espressione del consenso ad essere vincolati da un trattato mediante lo scambio degli strumenti costituenti un trattato.

Il consenso degli Stati ad essere vincolati da un trattato costituito dagli strumenti scambiati fra di loro viene espresso con tale scambio:

a) quando gli strumenti prevedono che il loro scambio avrà tale effetto; o

b) quando sia d'altro canto accertato che tali Stati avevano convenuto che lo scambio degli strumenti avrebbe avuto tale effetto.

Articolo 14.

Espressione del consenso ad essere vincolati da un trattato con la ratifica, l'accettazione o l'approvazione.

1. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato si esprime con la ratifica:

a) quando il trattato prevede che tale consenso si esprima con la ratifica;

b) quando sia in qualche modo accertato che gli Stati che hanno partecipato ai negoziati avevano convenuto che la ratifica era necessaria;

c) quando il rappresentante di tale Stato abbia firmato il trattato con la riserva di ratifica; o

d) quando l'intenzione di tale Stato di firmare il trattato con riserva di ratifica risulti dai pieni poteri del suo rappresentante o sia stata espressa nel corso dei negoziati.

2. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato si esprime con l'accettazione o l'approvazione in condizioni analoghe a quelle che si applicano per la ratifica.

Articolo 15.

Espressione del consenso ad essere vincolati da un trattato con l'adesione

Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato si esprime con l'adesione:

a) quando il trattato prevede che tale consenso possa essere espresso da tale Stato con l'adesione;

b) quando sia in qualche modo accertato che gli Stati che hanno partecipato ai negoziati avevano convenuto che tale consenso avrebbe potuto essere espresso da tale Stato con l'adesione;

c) quando tutte le parti abbiano convenuto successivamente che il consenso avrebbe potuto essere espresso da tale Stato con l'adesione.

Articolo 16.

Scambio o deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione

A meno che il trattato non disponga altrimenti, gli strumenti di ratifica, di accettazione, d'approvazione o di adesione accertano il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato al momento:

a) del loro scambio tra gli Stati contraenti;

b) del loro deposito presso il depositario; o

c) della loro notifica agli Stati contraenti o al depositario, se così è stato convenuto.

Articolo 17.

Consenso ad essere vincolati da una parte di un trattato e scelta di disposizioni diverse

Fatte salve le disposizioni degli articoli da 19 a 23, il consenso di uno Stato ad essere vincolato da una parte di un trattato non ha efficacia se il trattato non lo prevede o se gli altri Stati contraenti non vi consentono.

2. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato che permetta di scegliere fra disposizioni diverse non produce effetti se le disposizioni sulle quali si basa non sono chiaramente indicate.

Articolo 18.

Obbligo a non privare un trattato del suo oggetto e del suo scopo prima della sua entrata in vigore

Uno Stato deve astenersi dal compiere atti che sarebbero suscettibili di privare un trattato del suo oggetto e del suo scopo:

a) quando ha firmato il trattato o scambiato gli strumenti costituenti il trattato, con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, finché non ha manifestato la propria intenzione di non divenire parte del trattato; o

b) quando ha espresso il proprio consenso ad essere vincolato da un trattato, nel periodo che precede l'entrata in vigore del trattato e a condizione che questa non sia indebitamente ritardata.

Sezione seconda

RISERVE

Articolo 19.

Formulazione delle riserve

Uno Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione di un trattato o al momento dell'adesione, può formulare una riserva, a meno che:

a) la riserva non sia vietata dal trattato;

b) il trattato disponga che si possono fare solo determinate riserve, tra le quali non figura la riserva in questione; o

c) in casi diversi da quelli previsti ai commi *a*) e *b*), la riserva sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo del trattato.

Articolo 20.

Accettazione delle riserve ed obiezioni alle stesse

1. Una riserva autorizzata espressamente da un trattato non deve essere accettata successivamente dagli altri Stati contraenti, a meno che il trattato non lo preveda.

2. Quando risulti dal numero limitato degli Stati che hanno partecipato ai negoziati, nonché dall'oggetto e dallo scopo del trattato stesso, che l'applicazione del trattato nella sua interezza tra tutte le parti è condizione essenziale per il consenso di ciascuna di esse ad essere vincolata dal trattato, una riserva deve essere accettata da tutte le Parti.

3. Quando un trattato è un atto costitutivo di una Organizzazione internazionale, ed a meno che in esso non sia altrimenti previsto, una riserva esige anche l'accettazione dell'organo competente dell'organizzazione in questione.

4. Nei casi diversi da quelli previsti dai paragrafi precedenti e a meno che il trattato non disponga altrimenti:

a) l'accettazione di una riserva da parte di un altro Stato contraente rende lo Stato autore della riserva parte del trattato nei riguardi di tale altro Stato se il trattato è in vigore o quando esso entra in vigore per gli altri Stati summenzionati;

b) l'obiezione ad una riserva sollevata da un altro Stato contraente non impedisce al trattato di entrare in vigore tra lo Stato che ha formulato l'obiezione e lo Stato autore della riserva, a meno che non sia stata chiaramente espressa una intenzione contraria da parte dello Stato che ha formulato l'obiezione;

c) un atto che esprima il consenso di uno Stato ad essere vincolato dal trattato e che contenga una riserva diventa efficace dal momento in cui almeno un altro Stato contraente ha accettato la riserva.

5. Ai fini dei paragrafi 2 e 4 e a meno che il trattato non preveda altrimenti, si ritiene che una riserva sia stata accettata da uno Stato qualora quest'ultimo non abbia formulato obiezioni alla riserva, sia allo scadere dei dodici mesi successivi alla data in cui ne ha ricevuto notifica, che alla data in cui ha espresso il proprio consenso ad essere vincolato dal trattato, quando quest'ultima sia posteriore.

Articolo 21.

Effetti giuridici
delle riserve e delle obiezioni alle riserve

1. Una riserva formulata in conformità degli articoli 19, 20 e 23 nei confronti di un'altra parte:

a) modifica, per lo Stato autore della riserva, nelle sue relazioni con quest'altra Parte le disposizioni del trattato sulle quali verte la riserva, nella misura prevista da detta riserva; e

b) modifica nella stessa misura tali disposizioni per quest'altra parte nelle sue relazioni con lo Stato autore della riserva.

2. La riserva non modifica le disposizioni del trattato per le altre parti del trattato nei loro rapporti *inter se*.

3. Quando uno Stato che ha formulato un'obiezione ad una riserva non si è opposto all'entrata in vigore del trattato tra se stesso e lo Stato autore della riserva, le disposizioni oggetto della riserva non si applicano tra i due Stati, nella misura prevista dalla riserva stessa.

Articolo 22.

Ritiro delle riserve e delle obiezioni alle riserve

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti, una riserva può essere ritirata in ogni momento senza che il consenso dello Stato che ha accettato la riserva sia necessario per il suo ritiro.

2. A meno che il trattato non disponga altrimenti, una obiezione ad una riserva può essere ritirata in ogni momento.

3. A meno che il trattato non preveda altrimenti o che non sia altrimenti convenuto:

a) il ritiro di una riserva non ha efficacia nei confronti di un altro Stato contraente che a partire dal momento in cui tale Stato ne ha ricevuto notifica;

b) il ritiro di un'obiezione ad una riserva ha efficacia soltanto a partire dal momento in cui lo Stato che ha formulato la riserva ha ricevuto notifica di detto ritiro.

Articolo 23.

Procedura relativa alle riserve

1. La riserva, l'accettazione esplicita di una riserva e l'obiezione ad una riserva devono essere formulate per iscritto e comunicate agli Stati contraenti e agli

altri Stati che sono qualificati per diventare parti del trattato.

2. Una riserva che al momento della firma del trattato venga formulata con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, deve essere confermata formalmente dallo Stato che ne è l'autore, quando esso esprime il proprio consenso ad essere vincolato dal trattato. In tal caso, si ritiene che la riserva sia stata fatta alla data in cui è stata confermata.

3. Non occorre che siano confermate le accettazioni chiaramente espresse di una riserva o di una obiezione ad una riserva che siano anteriori alla conferma di quest'ultima.

4. Il ritiro di una riserva o di una obiezione ad una riserva deve essere formulato per iscritto.

Sezione terza

ENTRATA IN VIGORE DEI TRATTATI ED APPLICAZIONE A TITOLO PROVVISORIO

Articolo 24.
Entrata in vigore

1. Un trattato entra in vigore in base alle modalità ed alla data fissata dalle disposizioni in esso contenute o mediante accordo tra gli Stati che hanno partecipato ai negoziati.

2. In mancanza di tali disposizioni o di un tale accordo, un trattato entra in vigore quando sia stato accertato il consenso di tutti gli Stati che hanno partecipato ai negoziati ad essere vincolati dal trattato.

3. Quando il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato sia stato accertato in una data posteriore all'entrata in vigore di detto trattato, esso, a meno che non sia disposto altrimenti, entra in vigore nei confronti di tale Stato in quella stessa data.

4. Le disposizioni di un trattato che regolamentano l'autenticazione del testo, l'accertamento del consenso degli Stati ad esserne vincolati, le modalità o la data della sua entrata in vigore, le riserve, le funzioni del depositario, nonché tutti gli altri problemi che vengono necessariamente a porsi prima dell'entrata in vigore del trattato stesso, sono applicabili a partire dalla data dell'adozione del testo.

Articolo 25.
Applicazione a titolo provvisorio

1. Un trattato o una parte di esso vengono applicati a titolo provvisorio in attesa della sua effettiva entrata in vigore:

a) quando il trattato stesso così dispone; o,

b) quando gli Stati che hanno partecipato ai negoziati avevano in qualche altro modo così convenuto.

2. A meno che il trattato non disponga altrimenti o gli Stati che hanno partecipato ai negoziati non abbiano convenuto altrimenti, l'applicazione a titolo provvisorio di un trattato o di una parte di esso nei confronti di uno Stato viene a cessare qualora tale Stato notifichi agli altri Stati fra i quali il trattato è applicato provvisoriamente, l'intenzione di non volerne diventare parte.

PARTE III
RISPETTO, APPLICAZIONE ED INTERPRETAZIONE DEI TRATTATI

Sezione prima

RISPETTO DEI TRATTATI

Articolo 26.
Pacta sunt servanda

Ogni trattato in vigore vincola le parti e queste devono eseguirlo in buona fede.

Articolo 27.
Diritto interno e rispetto dei trattati

Una parte non può invocare le disposizioni della propria legislazione interna per giustificare la mancata esecuzione di un trattato. Tale norma non pregiudica in alcun modo le disposizioni dell'articolo 46.

Sezione seconda

APPLICAZIONE DEI TRATTATI

Articolo 28.
Irretroattività dei trattati

Salvo che una diversa intenzione non risulti dal trattato o non sia altrimenti accertata, le disposizioni di un trattato non vincolano una parte per quanto riguarda un atto o un fatto anteriore alla data di entrata in vigore del trattato stesso nei confronti di tale parte o una situazione che avesse cessato di esistere a tale data.

Articolo 29.
Applicazione territoriale dei trattati

Salvo che un diverso intendimento non risulti dal trattato o non sia stato altrimenti accertato, un trattato vincola ciascuna delle parti per tutto l'insieme del suo territorio.

Articolo 30.
Applicazione di trattati successivi vertenti sulla stessa materia

1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 103 della Carta delle Nazioni Unite, i diritti e gli obblighi degli Stati parti di trattati successivi vertenti sulla stessa materia, sono definiti nei paragrafi seguenti.

2. Quando un trattato precisa di essere subordinato ad un trattato anteriore o posteriore o non debba essere considerato come incompatibile con quest'altro trattato, prevalgono le disposizioni contenute in quest'ultimo.

3. Quando tutte le parti del trattato anteriore sono del pari parti del trattato posteriore, senza che il trattato anteriore abbia avuto termine o la sua applicazione sia stata sospesa in base all'articolo 59, il trattato anteriore non si applica che nella misura in cui le sue disposizioni sono compatibili con quelle del trattato posteriore.

4. Quando le parti di un trattato anteriore non sono tutte parti del trattato posteriore:

a) nelle relazioni fra gli Stati parti di entrambi i trattati, la norma da applicarsi è quella enunciata al paragrafo 3;

b) nelle relazioni tra uno Stato parte di entrambi i trattati e uno Stato parte di uno solo dei due, il trattato del quale entrambi gli Stati sono parti regola i reciproci diritti ed obblighi.

5. Il paragrafo 4 si applica, fatte salve le disposizioni dell'articolo 41, sia ad ogni problema relativo alla estinzione o alla sospensione dell'applicazione di un trattato ai sensi dell'articolo 60 che ad ogni questione di responsabilità che può sorgere per uno Stato dalla conclusione o dall'applicazione di un trattato le cui disposizioni siano incompatibili con gli obblighi che ad esso incombono nei confronti di un altro Stato in base ad un altro trattato.

Sezione terza

INTERPRETAZIONE DEI TRATTATI

Articolo 31.

Regola generale per l'interpretazione

1. Un trattato deve essere interpretato in buona fede in base al senso comune da attribuire ai termini del trattato nel loro contesto ed alla luce del suo oggetto e del suo scopo.

2. Ai fini dell'interpretazione di un trattato, il contesto comprende, oltre al testo, preambolo e allegati inclusi:

a) ogni accordo relativo al trattato e che sia intervenuto tra tutte le parti in occasione della sua conclusione;

b) ogni strumento disposto da una o più parti in occasione della conclusione del trattato ed accettato dalle altre parti in quanto strumento relativo al trattato.

3. Verrà tenuto conto, oltre che del contesto:

a) di ogni accordo ulteriore intervenuto tra le parti circa l'interpretazione del trattato o l'attuazione delle disposizioni in esso contenute;

b) di ogni ulteriore pratica seguita nell'applicazione del trattato con la quale venga accertato l'accordo delle parti relativamente all'interpretazione del trattato;

c) di ogni norma di diritto internazionale pertinente, applicabile alle relazioni fra le parti.

4. Si ritiene che un termine o una espressione abbiano un significato particolare se verrà accertato che tale era l'intenzione delle parti.

Articolo 32.

Mezzi complementari di interpretazione

Si potrà ricorrere a mezzi complementari d'interpretazione, ed in particolare ai lavori preparatori ed alle circostanze nelle quali il trattato è stato concluso, allo scopo, sia di confermare il significato risultante dalla applicazione dell'articolo 31, che di definire un significato quando l'interpretazione data in base all'articolo 31:

a) lasci il significato ambiguo od oscuro; o

b) porti ad un risultato chiaramente assurdo od illogico.

Articolo 33.

Interpretazione di trattati autenticati in due o più lingue

1. Quando un trattato è stato autenticato in due o più lingue, il suo testo fa fede in ciascuna di tali lingue, a meno che il trattato non preveda o le parti non convengano fra loro che in caso di divergenza, prevarrà un determinato testo.

2. La traduzione di un trattato in una lingua diversa da una di quelle nelle quali il testo è stato autenticato, non sarà ritenuta testo autentico qualora il trattato non lo preveda o le parti non abbiano così convenuto.

3. Si presume che i termini e le espressioni di un trattato abbiano lo stesso senso nei vari testi autentici.

4. Ad eccezione del caso in cui un determinato testo prevalga in conformità del paragrafo 1, quando il confronto fra i testi autentici renda evidente una differenza di significato che l'applicazione degli articoli 31 e 32 non permette di eliminare, verrà adottato il significato che, tenuto conto dell'oggetto e dello scopo del trattato, concilî nel migliore dei modi i testi in questione.

Sezione quarta

TRATTATI E STATI TERZI

Articolo 34.

Norma generale riguardante gli Stati terzi

Un trattato non crea né obblighi né diritti per uno Stato terzo senza il consenso di quest'ultimo.

Articolo 35.

Trattati che prevedono degli obblighi per gli Stati terzi

Da una disposizione di un trattato nasce un obbligo per uno Stato terzo quando le parti del trattato stesso intendano con quelle disposizioni creare tale obbligo e quando lo Stato terzo accetti esplicitamente per iscritto tale obbligo.

Articolo 36.

Trattati che prevedono dei diritti per gli Stati terzi

1. Un diritto per uno Stato terzo nasce da una disposizione di un trattato quando le parti di tale trattato intendano, con tale disposizione, conferire tale diritto sia allo Stato terzo sia ad un gruppo di Stati al quale esso appartenga, che a tutti gli Stati, e quando lo Stato terzo acconsente. Si presume che vi sia consenso fintanto che non esista una contraria indicazione, a meno che il trattato non preveda altrimenti.

2. Uno Stato che eserciti un diritto in base al paragrafo 1, è tenuto a rispettare, per quanto riguarda l'esercizio del diritto stesso, le condizioni che sono previste dal trattato o che sono accertate in base alle disposizioni di questo.

Articolo 37.

Revoca o modifica di obblighi o diritti di Stati terzi

1. Nel caso in cui sia nato per uno Stato terzo un obbligo in base all'articolo 35, detto obbligo non può essere revocato o modificato che con il consenso delle parti del trattato e dello Stato terzo, a meno che non sia accertato che essi avevano convenuto diversamente.

2. Nel caso in cui per uno Stato terzo sia nato un diritto in base all'articolo 36, tale diritto non potrà essere revocato o modificato dalle parti se non sarà stato accertato che detto diritto non avrebbe potuto essere revocato o modificato senza il consenso dello Stato terzo.

Articolo 38.

Norme di un trattato che divengono obbligatorie per Stati terzi a seguito della creazione di una consuetudine internazionale.

Nessuna delle disposizioni contenute negli articoli da 34 a 37 vieta che una norma sancita da un trattato diventi obbligatoria per uno Stato terzo in quanto norma consuetudinaria di diritto internazionale riconosciuta come tale.

PARTE IV

EMENDAMENTO E MODIFICA DEI TRATTATI

Articolo 39.

Norma generale relativa all'emendamento dei trattati

Un trattato può essere emendato di comune intesa fra le parti. Salvo che nella misura in cui il trattato disponga altrimenti, vengono applicate a tale accordo le norme enunciate nella parte II.

Articolo 40.

Emendamento dei trattati multilaterali

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti, l'emendamento dei trattati multilaterali è regolato dai paragrafi seguenti.

2. Ogni disposizione tendente ad emendare un trattato multilaterale per quanto riguarda i rapporti fra tutte le sue parti, deve essere notificata a tutti gli Stati contraenti, e ciascuno di essi ha il diritto di prendere parte:

a) alla decisione circa il seguito da dare a tale proposta;

b) ai negoziati ed alla conclusione di ogni accordo avente lo scopo di emendare il trattato stesso.

3. Ogni Stato qualificato a divenire parte di un trattato è del pari qualificato per divenire parte del trattato emendato.

4. L'accordo che reca emendamenti non vincola gli Stati che sono già parti del trattato e che non divengono parti di detto accordo; nei confronti di tali Stati si applica il comma *b*) del paragrafo 4 dell'articolo 30.

5. Ogni Stato che divenga parte del trattato dopo l'entrata in vigore dell'accordo che reca emendamenti, a meno che non abbia espresso una diversa intenzione, viene considerato come:

a) facente parte del trattato così emendato; e

b) facente parte del trattato non emendato nei confronti di ogni parte del trattato che non sia vincolata dall'accordo che reca gli emendamenti.

Articolo 41.

Accordi aventi lo scopo di modificare dei trattati multilaterali soltanto nei rapporti fra alcune delle parti.

1. Due o più parti di un trattato multilaterale possono concludere un accordo avente lo scopo di modificare il trattato soltanto nei loro reciproci rapporti:

a) se la possibilità di una tale modifica è prevista dal trattato; o

b) se la modifica in questione non è vietata dal trattato, a condizione che essa:

i) non pregiudichi in alcun modo per le altre parti il godimento dei diritti derivanti dal trattato né l'adempimento dei loro obblighi; e

ii) non verta su di una disposizione dalla quale non si possa derogare senza che vi sia una incompatibilità con effettiva realizzazione dell'oggetto e dello scopo del trattato.

2. A meno che, nel caso previsto dal comma *a*) del paragrafo 1, il trattato non preveda altrimenti, le parti in questione devono notificare alle altre parti la loro intenzione di concludere l'accordo e le modifiche che quest'ultimo reca al trattato.

PARTE V

NULLITA', ESTINZIONE E SOSPENSIONE DELL'APPLICAZIONE DEI TRATTATI

Sezione prima

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 42.
Validità e mantenimento in vigore dei trattati

1. La validità di un trattato o del consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato non può essere contestata che in applicazione della presente convenzione.

2. L'estinzione di un trattato, la sua denuncia o il ritiro di una parte non possono aver luogo che in applicazione delle disposizioni del trattato o della presente convenzione. La stessa regola vale per la sospensione dell'applicazione di un trattato.

Articolo 43.
Obblighi imposti dal diritto internazionale indipendentemente dai trattati

La nullità, l'estinzione o la denuncia di un trattato, il ritiro di una delle parti o la sospensione dell'applicazione del trattato, quando siano dovute all'applicazione della presente convenzione od alle disposizioni del trattato, non pregiudicano in alcun modo il dovere di uno Stato di adempiere ogni obbligo che sia enunciato nel trattato, al quale sia soggetto in base al diritto internazionale indipendentemente dal trattato stesso.

Articolo 44.
Scindibilità delle disposizioni di un trattato

1. Il diritto di una parte, previsto nel trattato o derivante dall'articolo 56, di denunciare il trattato, di ritirarsi da esso e di sospenderne l'applicazione, non può essere esercitato che nei confronti del trattato stesso nel suo insieme, a meno che quest'ultimo non disponga o le parti non convengano altrimenti.

2. Un motivo di nullità o di estinzione di un trattato, o di ritiro di una delle parti o di sospensione dell'applicazione del trattato, riconosciuto ai sensi della presente convenzione, non può essere invocato che nei confronti del trattato nel suo insieme, fatte salve le condizioni previste dai paragrafi seguenti o dall'articolo 60.

3. Se il motivo in questione si riferisce soltanto ad alcune clausole particolari, esso non può essere invocato nei confronti di quelle sole clausole quando:

a) tali clausole si possano scindere dal resto del trattato per quanto attiene alla loro esecuzione;

b) risulti dal trattato o sia in qualche modo accertato che l'accettazione delle suddette clausole abbia costituito per l'altra parte o per le altre parti del trattato, la base essenziale del loro consenso ad essere vincolate dal trattato nel suo insieme; e

c) non sia illegale continuare ad eseguire quanto rimane del trattato.

4. Nei casi in cui agli articoli 49 e 50, lo Stato che abbia diritto ad invocare il dolo o la corruzione, può farlo sia nei confronti dell'insieme del trattato che, nel caso di cui al paragrafo 3, soltanto nei confronti di alcune clausole particolari.

5. Nei casi previsti dagli articoli 51, 52 e 53, non è ammessa scissione delle disposizioni di un trattato.

Articolo 45.
Perdita del diritto di invocare un motivo di nullità di un trattato o un motivo per porre termine ad esso, di ritirarsi dal trattato o di sospenderne l'applicazione.

Uno Stato non può più invocare un motivo di nullità di un trattato o un motivo per porre termine ad esso, di ritirarsi dal trattato o di sospenderne l'applicazione in base agli articoli da 46 a 50 od agli articoli 60 e 62 se, dopo essere venuto a conoscenza dei fatti, tale Stato:

a) abbia esplicitamente accettato di considerare che il trattato sia o valido, o in vigore, od ancora applicabile; o

b) debba, a motivo della propria condotta, essere considerato come avente accettato, a seconda del caso, la validità del trattato o il suo mantenimento in vigore o in applicazione.

Sezione seconda

NULLITÀ DEI TRATTATI

Articolo 46.
Disposizioni di diritto interno concernenti la competenza a concludere trattati

1. Il fatto che il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato sia stato espresso violando una disposizione del suo diritto interno concernente la competenza a concludere trattati, non può essere invocato da tale Stato per infirmare il proprio consenso, a meno che tale violazione non sia stata manifesta e non concerna una norma di importanza fondamentale del proprio diritto interno.

2. Una violazione è manifesta quando essa appaia obiettivamente evidente ad ogni Stato che si comporti, in materia, in base alla normale prassi ed in buona fede.

Articolo 47.
Restrizione particolare del potere di esprimere il consenso di uno Stato

Se il potere di un rappresentante di esprimere il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un determinato trattato è stato oggetto di particolari restrizioni, il fatto che detto rappresentante non ne abbia tenuto conto non può essere invocato come suscettibile di infirmare il consenso da lui espresso, a meno che la restrizione non sia stata notificata, prima che tale consenso venisse espresso, agli altri Stati che hanno partecipato al negoziato.

Articolo 48.
Errore

1. Uno Stato può invocare un errore in un trattato come suscettibile di infirmare il proprio consenso ad essere vincolato dal trattato stesso quando l'errore verte su di un fatto o su di una situazione che tale Stato supponeva esistesse al momento della conclusione del trattato e che costituiva base essenziale per il consenso di detto Stato ad essere vincolato dal trattato.

2. Il paragrafo 1 non si applica quando detto Stato abbia contribuito con la sua condotta a tale errore o quando le circostanze siano state tali che esso avrebbe dovuto essere a conoscenza della possibilità di un errore.

3. Un errore che riguardi soltanto il modo in cui il testo di un trattato è redatto non ne pregiudica la validità; in tal caso viene applicato l'articolo 79.

Articolo 49.
Dolo

Ove uno Stato sia stato spinto a concludere un trattato dalla condotta fraudolenta di un altro Stato che ha partecipato ai negoziati, esso può invocare il dolo come suscettibile di viziare il proprio consenso ad essere vincolato dal trattato.

Articolo 50.
Corruzione del rappresentante di uno Stato

Ove l'espressione del consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato sia stata ottenuta mediante la corruzione del suo rappresentante con azione diretta o indiretta di un altro Stato che ha partecipato ai negoziati, lo Stato può invocare detta corruzione come suscettibile di viziare il proprio consenso ad essere vincolato dal trattato.

Articolo 51.
Violenza esercitata sul rappresentante di uno Stato

Il consenso espresso da uno Stato ad essere vincolato da un trattato che sia ottenuto con la violenza esercitata sul suo rappresentante a mezzo di atti o minacce contro di lui dirette, è privo di ogni effetto giuridico.

Articolo 52.
Violenza esercitata su di uno Stato con le minacce o l'uso della forza

Qualsiasi trattato la cui conclusione sia stata ottenuta con le minacce o con l'uso della forza in violazione dei principî di diritto internazionale incorporati nella Carta delle Nazioni Unite sarà ritenuto nullo.

Articolo 53.
Trattati in contrasto con una norma imperativa del diritto internazionale generale (jus cogens)

E' nullo qualsiasi trattato che, al momento della sua conclusione, sia in contrasto con una norma imperativa di diritto internazionale generale. Ai fini della presente convenzione, per norma imperativa di diritto internazionale generale si intende una norma che sia stata accettata e riconosciuta dalla Comunità internazionale degli Stati nel suo insieme in quanto norma alla quale non è permessa alcuna deroga e che non può essere modificata che da una nuova norma di diritto internazionale generale avente lo stesso carattere.

Sezione terza

ESTINZIONE DEI TRATTATI E SOSPENSIONE DELLA LORO APPLICAZIONE

Articolo 54.
Estinzione di un trattato o ritiro da esso in base alle disposizioni del trattato stesso o con il consenso delle parti.

L'estinzione di un trattato o il ritiro di una parte possono avere luogo:

a) in base alle disposizioni del trattato; o,

b) in ogni momento, con il consenso di tutte le parti, previa consultazione degli altri Stati contraenti.

Articolo 55.
Numero di parti di un trattato multilaterale inferiore al numero necessario per la sua entrata in vigore

A meno che il trattato non disponga altrimenti, ad un trattato multilaterale non si pone termine per il solo motivo che il numero delle parti è inferiore al numero necessario per la sua entrata in vigore.

Articolo 56.
Denuncia o ritiro nel caso di un trattato che non contenga disposizioni relative all'estinzione, alla denuncia o al ritiro.

1. Un trattato che non contenga disposizioni relative alla sua estinzione e che non preveda la possibilità di un ritiro o di una denuncia non può essere oggetto di di denuncia o di ritiro, a meno che:

a) non sia accertato che era nell'intenzione delle parti di accettare la possibilità di una denuncia o di un ritiro; o

b) il diritto alla denuncia o al ritiro non possa essere dedotto dalla natura del trattato.

2. Una parte deve notificare con almeno dodici mesi di anticipo la propria intenzione di denunciare un trattato o di ritirarsi da esso in base alle disposizioni del paragrafo 1.

Articolo 57.

Sospensione dell'applicazione di un trattato in base alle disposizioni in esso contenute o con il consenso delle parti.

L'applicazione di un trattato nei confronti di tutte le parti o di una determinata parte può essere sospesa:

a) conformemente alle disposizioni del trattato; o,

b) in ogni momento, con il consenso di tutte le parti, previa consultazione degli altri Stati contraenti.

Articolo 58.

Sospensione dell'applicazione di un trattato multilaterale soltanto con l'accordo fra alcune delle parti.

1. Due o più parti di un trattato multilaterale possono concludere un accordo che abbia lo scopo di sospendere l'applicazione delle disposizioni del trattato temporaneamente e soltanto tra di loro:

a) qualora la possibilità di una tale sospensione sia prevista dal trattato; o

b) qualora la sospensione in questione non sia vietata dal trattato, a condizione che essa:

i) non rechi pregiudizio né al godimento dei diritti previsti dal trattato per altre parti né all'adempimento dei loro obblighi; e

ii) non sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo del trattato.

2. A meno che, nel caso previsto al comma *a*) del paragrafo 1, il trattato non disponga altrimenti, le parti in questione dovranno notificare alle altre parti la loro intenzione di concludere l'accordo e le disposizioni del trattato delle quali intendono sospendere l'applicazione.

Articolo 59.

Estinzione di un trattato o sospensione della sua applicazione implicite a motivo della conclusione di un trattato successivo.

1. Si ritiene che un trattato abbia avuto termine qualora tutte le parti del trattato abbiano concluso successivamente un trattato sullo stesso argomento e:

a) se risulta dal trattato successivo od è in altro modo accertato che era intenzione delle parti di regolare la materia in questione con tale trattato; o

b) se le disposizioni del trattato successivo sono incompatibili con quelle del trattato precedente in modo tale che non sia possibile applicare due trattati contemporaneamente.

2. Il trattato precedente viene considerato semplicemente sospeso quando risulti dal trattato successivo o sia in altro modo accertato che questa era l'intenzione delle parti.

Articolo 60.

Estinzione di un trattato o sospensione della sua applicazione come conseguenza della sua violazione

1. Una sostanziale violazione di un trattato bilaterale da parte di una delle parti autorizza l'altra parte a invocare la violazione come motivo per porre termine al trattato o sospenderne completamente o parzialmente l'applicazione.

2. Una sostanziale violazione di un trattato multilaterale da parte di una delle parti autorizza:

a) le altre parti, che agiscono di comune accordo, a sospenderne completamente o parzialmente l'applicazione o a porvi termine:

i) sia nelle relazioni fra di loro e lo Stato autore della violazione;

ii) che fra tutte le parti;

b) una parte particolarmente danneggiata dalla violazione, ad invocare detta violazione come motivo di sospensione dell'applicazione completa o parziale del trattato nelle relazioni fra di essa e lo Stato autore della violazione;

c) qualsiasi parte diversa dallo Stato autore della violazione ad invocare la violazione come motivo per sospendere l'applicazione del trattato completamente o parzialmente per quanto la riguarda, se detto trattato è di natura tale che una violazione sostanziale delle disposizioni compiuta da una parte modifichi radicalmente la situazione di ciascuna delle parti relativamente al successivo adempimento dei propri obblighi in base al trattato.

3. Ai fini del presente articolo, per violazione sostanziale di un trattato si intende:

a) un disconoscimento del trattato che non sia autorizzato dalla presente convenzione; o

b) la violazione di una disposizione essenziale per la realizzazione dell'oggetto o dello scopo del trattato.

4. I paragrafi precedenti non pregiudicano nessuna delle disposizioni del trattato che si possa applicare in caso di violazione.

5. I paragrafi da 1 a 3 non si applicano alle disposizioni riguardanti la protezione della persona umana che sono contenute nei trattati di carattere umanitario ed in particolare non si applicano alle disposizioni che

escludono ogni forma di rappresaglia esercitata nei confronti di persone che sono protette dai summenzionati trattati.

Articolo 61.

Sopravvenienza di una situazione che renda impossibile l'esecuzione

1. Una parte può invocare l'impossibilità di dare esecuzione ad un trattato come motivo per porvi fine o per ritirarsene qualora tale impossibilità risulti dalla sparizione o dalla definitiva distruzione di un oggetto indispensabile all'esecuzione del trattato in questione. Quando l'impossibilità è temporanea essa può essere invocata soltanto come motivo per sospendere l'applicazione del trattato.

2. L'impossibilità di dare esecuzione ad un trattato non può essere invocata da una parte come motivo per porre fine al trattato, per ritirarsene o per sospenderne l'applicazione se tale impossibilità deriva da una violazione commessa dalla parte che la invoca, sia di un obbligo del trattato che di ogni altro obbligo internazionale nei confronti di ogni altra parte del trattato stesso.

Articolo 62.

Mutamento fondamentale delle circostanze

1. Un fondamentale mutamento delle circostanze che si sia prodotto in relazione a quelle che esistevano al momento della conclusione di un trattato e che non era stato previsto dalle parti, non può essere invocato come motivo per porre termine al trattato o per ritirarsi da esso, a meno che:

a) l'esistenza di tali circostanze non abbia costituito una base essenziale per il consenso delle parti ad essere vincolate dal trattato; e che

b) tale cambiamento non abbia l'effetto di trasformare radicalmente il peso degli obblighi che restano da eseguire in base al trattato.

2. Un fondamentale mutamento delle circostanze non può essere invocato come motivo per porre termine ad un trattato o per ritirarsi da questo:

a) quando si tratti di un trattato che fissa una frontiera; o

b) quando il fondamentale mutamento derivi da una violazione, da parte della parte che la invoca, o di un obbligo del trattato o di qualsiasi altro obbligo internazionale nei confronti di qualunque altro Stato che sia parte del trattato.

3. Se una parte può, in base ai paragrafi precedenti, invocare un fondamentale mutamento delle circostanze quale motivo per porre termine ad un trattato o per ritirarsi da questo, essa può anche invocarla soltanto per sospendere l'applicazione del trattato.

Articolo 63.

Rottura delle relazioni diplomatiche o consolari

La rottura delle relazioni diplomatiche o consolari fra le parti di un trattato non influenza i rapporti giuridici stabiliti tra di esse in base al trattato, se non nella misura in cui l'esistenza di relazioni diplomatiche o consolari è indispensabile all'applicazione del trattato.

Articolo 64.

Sopravvenienza di una nuova norma imperativa di diritto internazionale generale (jus cogens)

Qualora sopravvenga una nuova norma imperativa di diritto internazionale generale, qualsiasi trattato esistente che contrasti tale norma diventa nullo ed ha termine.

Sezione quarta.

PROCEDURA

Articolo 65.

Procedura da seguire per la nullità di un trattato, la sua estinzione, il ritiro di una parte o la sospensione dell'applicazione del trattato.

1. La parte che, in base alle disposizioni della presente convenzione invochi sia un vizio del proprio consenso ad essere vincolata da un trattato, che un motivo per contestare la validità di un trattato, di porvi termine, di ritirarsi da questo o di sospenderne l'applicazione, deve notificare la propria pretesa alle altre parti. La notifica deve indicare il provvedimento previsto nei confronti del trattato e le ragioni che l'hanno determinato.

2. Se, dopo un periodo di tempo che, salvo il caso di particolare urgenza non deve essere inferiore a tre mesi dal ricevimento della notifica, nessuna parte ha sollevato obiezioni, la parte che ha fatto la notifica può adottare, nelle forme previste dall'articolo 67, il provvedimento che ha deciso di adottare.

3. Qualora tuttavia un'altra parte avesse sollevato obiezione, le parti dovranno cercare una soluzione facendo uso dei mezzi indicati nell'articolo 33 della Carta delle Nazioni Unite.

4. Nulla di quanto contenuto nei precedenti paragrafi è suscettibile di ledere i diritti o gli obblighi delle parti che derivino da qualsiasi disposizione in vigore tra di loro circa la composizione delle controversie.

5. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 45, il fatto che uno Stato non abbia inviato la notifica prescritta dal paragrafo 1 non impedisce di redigere detta notifica in risposta ad un'altra parte che chieda l'esecuzione del trattato o che ne adduca la violazione.

Articolo 66.

Procedure di regolamento giudiziario, di arbitrato e di conciliazione

Se, nei dodici mesi successivi alla data in cui è stata sollevata l'obiezione, non sarà stato possibile giungere ad una soluzione in base al paragrafo 3 dell'articolo 65, verranno applicate le seguenti procedure:

a) ogni parte di una controversia che riguardi la applicazione o l'interpretazione degli articoli 53 o 64 può, qualora ne faccia richiesta, sottoporre la controversia alla decisione della Corte internazionale di giustizia, a meno che le parti non decidano di comune accordo di sottoporre la controversia ad arbitrato;

b) ogni parte di una controversia relativa all'applicazione o all'interpretazione di uno qualsiasi degli altri articoli della parte V della presente convenzione, può porre in atto la procedura indicata nell'allegato della convenzione inviando, a tale scopo, una richiesta al Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 67.

Strumenti aventi lo scopo di dichiarare la nullità di un trattato, di porvi termine, di effettuarne il ritiro o di sospenderne l'applicazione.

1. La notifica prevista al paragrafo 1 dell'articolo 65 deve essere fatta per iscritto.

2. Qualsiasi atto che dichiari la nullità di un trattato, vi ponga termine o attui il ritiro o la sospensione dell'applicazione di un trattato in base alle disposizioni in esso contenute o in base alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 65, deve essere redatto in uno strumento comunicato alle altre parti. Se lo strumento non è firmato dal Capo dello Stato, dal Capo del Governo o dal Ministro degli affari esteri, il rappresentante dello Stato che fa la comunicazione può essere invitato ad esibire i suoi pieni poteri.

Articolo 68.

Revoca delle notifiche e degli strumenti previsti negli articoli 65 e 67

Le notifiche o gli strumenti previsti negli articoli 65 e 67 possono essere revocati in qualsiasi momento, prima che abbiano avuto effetto.

Sezione quinta

CONSEGUENZE DELLA NULLITÀ DELL'ESTINZIONE O DELLA SOSPENSIONE DELL'APPLICAZIONE DI UN TRATTATO

Articolo 69.

Conseguenze della nullità di un trattato

1. Un trattato la cui nullità sia stata accertata in base alla presente convenzione è nullo. Le disposizioni di un trattato nullo non hanno valore giuridico.

2. Qualora, tuttavia, degli atti siano stati compiuti in base ad un tale trattato:

a) qualsiasi parte può chiedere ad ogni altra parte di accertare, per quanto possibile, la situazione che sarebbe esistita nelle loro reciproche relazioni se tali atti non fossero stati compiuti;

b) gli atti compiuti in buona fede prima che venisse invocata la nullità non sono resi illeciti per il solo fatto della nullità del trattato.

3. Nei casi di cui agli articoli 49 e 50, 51 o 52, il paragrafo 2 non si applica nei confronti della parte cui è imputabile il dolo, l'atto di corruzione o la violenza.

4. Nei casi in cui il consenso di un particolare Stato ad essere vincolato da un trattato multilaterale sia infirmato, le norme precedenti si applicano nelle relazioni fra il detto Stato e le parti del trattato.

Articolo 70.

Conseguenze dell'estinzione di un trattato

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti o le parti non convengano altrimenti, la cessazione di un trattato in base alle disposizioni in esso contenute o in base alla presente convenzione:

a) libera le parti dall'obbligo di continuare a dare esecuzione al trattato;

b) non pregiudica alcun diritto, alcun obbligo nè alcuna situazione giuridica delle parti che sia venuta a crearsi a motivo dell'esecuzione del trattato prima della sua cessazione.

2. Quando uno Stato denuncia un trattato multilaterale o si ritira da esso, il paragrafo 1 viene applicato nei rapporti fra Stato e ciascuna delle altre parti del trattato a partire dalla data in cui detta denuncia o ritiro entrano in vigore.

Articolo 71.

Conseguenze della nullità di un trattato in contrasto con una norma imperativa di diritto internazionale generale.

1. Nel caso di un trattato che sia nullo in base all'articolo 53, le parti sono tenute:

a) ad eliminare, per quanto possibile, le conseguenze di ogni atto compiuto in base ad una disposizione che sia in contrasto con la norma imperativa di diritto internazionale generale.

2. Nel caso di un trattato che diventi nullo ed abbia termine in base all'articolo 64, la cessazione della validità di un trattato:

a) libera le parti dall'obbligo di continuare a dare esecuzione al trattato;

b) non pregiudica alcun diritto, obbligo o situazione giuridica delle parti che si siano venuti a creare a mo-

tivo dell'esecuzione del trattato prima della cessazione della sua validità; tuttavia, detti diritti, obblighi o situazioni non possono essere conservati in seguito che nella misura in cui la loro conservazione non sia in contrasto con la nuova norma imperativa di diritto internazionale generale.

Articolo 72.

Conseguenze della sospensione dell'applicazione di un trattato

A meno che il trattato non preveda altrimenti o le parti non convengano altrimenti, la sospensione dell'applicazione di un trattato in base alle proprie disposizioni o in conformità della presente convenzione:

a) libera le parti fra le quali è sospesa l'applicazione del trattato dall'obbligo di darvi esecuzione nei loro reciproci rapporti durante il periodo di sospensione:

b) non pregiudica altrimenti i rapporti giuridici stabiliti dal trattato fra le parti.

2. Durante il periodo di sospensione, le parti devono astenersi da qualsiasi azione che tenda ad ostacolare la ripresa dell'applicazione del trattato.

PARTE VI

DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 73.

Casi di successione di Stati, di responsabilità di uno Stato o di apertura delle ostilità

Le disposizioni della presente convenzione non pregiudicano nessuna delle questioni che potrebbero sorgere per il trattato da una successione di Stati o dalla responsabilità internazionale di uno Stato o dall'apertura delle ostilità tra Stati.

Articolo 74.

Relazioni diplomatiche o consolari e conclusione dei trattati

La rottura delle relazioni diplomatiche o consolari o l'assenza di tali relazioni fra due o più Stati non impedisce la conclusione di trattati fra i detti Stati. La conclusione di un trattato non influenza di per se stessa le relazioni diplomatiche o consolari.

Articolo 75.

Caso di uno Stato aggressore

Le disposizioni della presente convenzione non pregiudicano in alcun modo gli obblighi relativi ad un trattato che potrebbero nascere per uno Stato aggressore in seguito alle misure adottate in conformità della Carta delle Nazioni Unite riguardo all'aggressione compiuta da tale Stato.

PARTE VII

DEPOSITARI, NOTIFICHE, CORREZIONI E REGISTRAZIONE

Articolo 76.

Depositari dei trattati

1. La designazione del depositario di un trattato può essere fatta dagli Stati che hanno preso parte ai negoziati, sia nel trattato stesso, che in qualsiasi altro modo. Il depositario può essere uno o diversi Stati, una organizzazione internazionale o il funzionario amministrativo più elevato in grado dell'organizzazione stessa.

2. Le funzioni del depositario di un trattato hanno carattere internazionale ed il depositario deve essere imparziale nell'esercizio delle sue funzioni. In particolare, il fatto che un trattato non sia entrato in vigore tra alcune delle parti o che vi sia stata divergenza tra uno Stato ed il depositario circa l'esercizio delle funzioni di quest'ultimo non deve influire su tale obbligo.

Articolo 77.

Funzioni dei depositari

1. Le funzioni di un depositario, a meno che il trattato non disponga altrimenti o non sia altrimenti convenuto dagli Stati, sono le seguenti:

a) assicurare la custodia del testo originale del trattato e dei pieni poteri che gli verranno consegnati;

b) preparare delle copie certificate conformi al testo originale e tutti gli altri testi in altre lingue che possono essere richiesti nel trattato, e comunicarli alle parti del trattato ed agli Stati che possono diventare parti del trattato;

c) ricevere tutte le firme apposte al trattato, ricevere e custodire tutti gli strumenti, notifiche e comunicazioni relative al trattato;

d) verificare se tutte le firme, tutti gli strumenti, tutte le notifiche o tutte le comunicazioni relative al trattato sono in buona e debita forma e, ove occorra, sottoporre la questione all'attenzione dello Stato interessato;

e) informare le parti e gli Stati qualificati a diventare parti del trattato degli atti, delle notifiche e delle comunicazioni relative al trattato;

f) informare gli Stati qualificati a diventare parti del trattato della data in cui sia stato ricevuto o depositato il numero delle firme o degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione richiesti per l'entrata in vigore del trattato;

g) provvedere alla registrazione del trattato presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

h) adempiere le funzioni specificate nelle altre disposizioni della presente convenzione.

2. Nel caso in cui una controversia abbia a sorgere tra uno Stato ed il depositario circa l'adempimento delle funzioni di quest'ultimo, il depositario deve sottoporre la questione all'attenzione degli Stati firmatari e degli Stati contraenti o, se del caso, all'attenzione dell'organo competente dell'organizzazione internazionale in questione.

Articolo 78.

Notifiche e comunicazioni

Salvo nel caso in cui il trattato o la presente convenzione dispongano altrimenti, una notifica o una comunicazione che deve essere fatta da uno Stato in base alla presente convenzione:

a) viene trasmessa, ove non esista il depositario, direttamente agli Stati ai quali è destinata o, se esiste un depositario, a quest'ultimo;

b) non si ritiene che sia stata fatta dallo Stato in questione che a partire dal momento del suo ricevimento da parte dello Stato al quale è stata trasmessa o, se del caso, da parte del depositario;

c) se viene trasmessa ad un depositario, non viene considerata come ricevuta dallo Stato al quale è destinata che a partire dal momento in cui tale Stato avrà ricevuto dal depositario l'informazione prevista al comma *a*) del paragrafo 1 dell'articolo 77.

Articolo 79.

Correzione degli errori contenuti nei testi o nelle copie certificate conformi dei trattati

1. Se, dopo l'autenticazione del testo di un trattato, gli Stati firmatari e gli Stati contraenti constatano di comune accordo che tale testo contiene un errore, si procede alla correzione dell'errore in questione in uno dei modi seguenti, a meno che i predetti Stati non decidano di correggerlo altrimenti:

a) correzione del testo nel senso dovuto a parafatura della correzione da parte di rappresentanti debitamente autorizzati;

b) stesura di uno strumento o scambio di strumenti ove sia registrata la correzione che si è convenuto di apportare al testo;

c) stesura di un testo corretto dell'intero trattato seguendo la stessa procedura usata per il testo originario.

2. Quando si tratti di un trattato per il quale esista un depositario, quest'ultimo notifica agli Stati firmatari ed agli Stati contraenti l'errore e la proposta relativa alla correzione dell'errore stesso e fissa un periodo di tempo convenuto entro il quale possano essere sollevate obiezioni alla correzione proposta. Se, allo spirare di detto periodo:

a) non è stata sollevata alcuna obiezione, il depositario apporta la correzione al testo e la sigla, redige un processo verbale di rettifica del testo e ne trasmette copia alle parti e agli Stati qualificati a divenire parti del trattato;

b) una obiezione è stata sollevata, il depositario la comunica agli Stati firmatari e agli Stati contraenti.

3. Le norme di cui ai paragrafi 1 e 2 si applicano del pari quando un testo sia stato autenticato in due o più lingue ed esista una discordanza che gli Stati firmatari e gli Stati contraenti convengano debba essere corretta.

4. Il testo corretto sostituisce, *ab initio*, il testo errato, a meno che gli Stati firmatari e gli Stati contraenti non decidano altrimenti.

5. La correzione del testo di un trattato che sia stato registrato viene notificata al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. Quando venga rilevato un errore in una copia certificata conforme di un trattato, il depositario redige un processo verbale di rettifica e ne trasmette copia agli Stati firmatari e agli Stati contraenti.

Articolo 80.

Registrazione e pubblicazione dei trattati

1. Dopo la loro entrata in vigore, i trattati vengono trasmessi al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite perché siano, a seconda dei casi, registrati, classificati o iscritti al repertorio, nonché pubblicati.

2. La designazione di un depositario autorizza quest'ultimo a compiere gli atti di cui al paragrafo precedente.

PARTE VIII
DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 81.

Firma

La presente convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di un istituto specializzato o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, nonché di tutti gli Stati parti dello Statuto della Corte internazionale di giustizia e di ogni altro Stato che sia invitato dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite a diventare parte della convenzione, nel modo seguente: sino al 30 novembre 1969 presso il Ministero federale degli affari esteri della Repubblica di Austria ed in seguito sino al 30 aprile 1970 presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York.

Articolo 82.

Ratifica

La presente convenzione sarà sottoposta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 83.

Adesione

La presente convenzione resterà aperta all'adesione di ogni Stato appartenente ad una delle categorie di cui all'articolo 81. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

Articolo 84.

Entrata in vigore

1. La presente convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data del deposito del trentacinquesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà la convenzione o vi aderirà dopo il deposito del trentacinquesimo strumento di ratifica o di adesione, la convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo il deposito, da parte di detto Stato, del proprio strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 85.

Testi autentici

L'originale della presente convenzione, i cui testi inglese, cinese, spagnolo, francese e russo sono ugualmente autentici, sarà depositata presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Vienna, il ventitré maggio millenovecentosessantanove.

ALLEGATO

1. Il Segretario generale delle Nazioni Unite redige e conserva una lista di conciliatori composta da giuristi qualificati. A tale scopo, ogni Stato, membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o parte della presente convenzione è invitato a designare due conciliatori, e i nomi delle persone in tal modo designate formeranno la lista. La designazione dei conciliatori, compresi coloro che sono designati per coprire un posto vacante, viene fatta per un periodo di cinque anni che potrà essere rinnovato. Allo spirare del periodo per il quale saranno stati designati, i conciliatori continueranno ad esercitare le funzioni per le quali saranno stati scelti in base al paragrafo seguente.

2. Quando viene sottoposta una richiesta al Segretario generale, in base all'articolo 66, il Segretario generale sottopone la controversia ad una Commissione di conciliazione composta come segue:

Lo Stato o gli Stati costituenti una delle parti della controversia nominano:

a) un conciliatore cittadino di tale Stato o di uno di tali Stati, scelto o meno sulla lista di cui al paragrafo 1; e

b) un conciliatore che non abbia la nazionalità di tale Stato o di uno di tali Stati, scelto sulla lista.

Lo Stato o gli Stati costituenti l'altra parte della controversia nominano due conciliatori nello stesso modo. I quattro conciliatori scelti dalle parti devono essere nominati entro un termine di sessanta giorni a partire dalla data in cui il Segretario generale ha ricevuto la richiesta.

Nei sessanta giorni che seguono l'ultima nomina, i quattro conciliatori ne nominano un quinto, scelto sulla lista, che sarà il presidente.

Se la nomina del presidente o di uno qualsiasi degli altri conciliatori non avviene nel termine prescritto in precedenza per detta nomina, questa verrà fatta dal Segretario generale nei sessanta giorni successivi allo spirare di tale termine. Il Segretario generale può designare come presidente, sia una delle persone menzionate nella lista, che uno dei membri della Commissione di diritto internazionale.

Qualsiasi periodo di tempo entro il quale debbono essere fatte le nomine, può essere prorogato con l'accordo delle parti della controversia.

Ogni posto vacante sarà coperto nello stesso modo che è prescritto per la prima nomina.

3. La Commissione di conciliazione determina essa stessa la propria procedura. La Commissione, con il consenso delle parti della controversia, può invitare ogni parte del trattato a sottoporle la sua opinione oralmente o per iscritto. Le decisioni e le raccomandazioni della Commissione vengono adottate a maggioranza dei voti dei cinque membri.

4. La Commissione può sottoporre alle parti della controversia qualsiasi provvedimento che sia suscettibile di facilitare una composizione amichevole della controversia in questione.

5. La Commissione ascolta le parti, esamina la richieste e le obiezioni e rivolge delle proposte alle parti allo scopo di aiutarle a giungere ad una composizione amichevole della controversia.

6. La Commissione redige un rapporto entro i dodici mesi successivi alla sua costituzione. Detto rapporto viene depositato presso il Segretario generale e comunicato alle parti della controversia. Il rapporto della Commissione, ivi inclusa ogni conclusione contenuta in esso riguardante i fatti o i problemi legali, non è vincolante per le parti e non avrà altro carattere che quello di raccomandazioni sottoposte allo studio delle parti allo scopo di facilitare una amichevole composizione della controversia.

7. Il Segretario generale fornisce alla Commissione l'assistenza e le facilitazioni di cui possa aver bisogno. Le spese della Commissione sono a carico dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Per l'Afghanistan:
Con una dichiarazione, il cui testo unito è allegato (*)
Abdul H. TABIBI

Per l'Albania:

Per l'Algeria:

Per l'Argentina:
E. DE LA GUARDIA

Per l'Australia:

Per l'Austria:

Per le Barbados:
George C. R. MOE

Per il Belgio:

Per la Bolivia:
Con una dichiarazione, il cui testo unito è allegato (**)
J. ROMERO LOZA

Per il Botswana:

Per il Brasile:
G. NASCIMENTO E SILVA

Per la Bulgaria:

Per Burma:

Per la Birmania:

Per il Burundi:

Per la Repubblica socialista sovietica di Bielorussia:

Per la Cambogia:
Sarin CHHAK

Per il Camerun:

Per il Canada:

Per la Repubblica centrafricana:

Per il Ceylon:

Per il Ciad:

Per il Cile:
Pedro J. RODRIGUEZ
Edmundo VARGAS

Per la Cina:
Liu CHIEH - 27 Aprile 1970

Per la Colombia:
Antonio BAYONA
Humberto RUIZ
J. J. CAICEDO PERDOMO

Per il Congo (Brazzaville):
Con riserva di ratifica da parte del mio Paese
S. BIKOUTHA

Per il Congo (Repubblica democratica del):

Per la Costa Rica:
Ad referendum e soggetto alle riserve il cui testo unito è allegato (*)
J. L. REDONDO GOMEZ

Per Cuba:

Per Cipro:

Per la Cecoslovacchia:

Per il Dahomey:

Per la Danimarca:
Otto BORCH - 18 Aprile 1970

Per la Repubblica dominicana:

(*) L'Afghanistan interpreta l'articolo 62 (mutamento fondamentale delle circostanze) nel modo seguente: Il comma *a*) del paragrafo 2 non si applica nel caso di trattati irregolari, od illegali, né nel caso di ogni altro trattato contrario al principio dell'autodeterminazione. Detta interpretazione è quella che è stata sostenuta dall'Esperto consulente nelle sua dichiarazione dell'11 maggio 1968 dinanzi alla Commissione plenaria e nella comunicazione che ha rivolto alla conferenza dell'11 maggio 1969 (A/CONF.39/L40°).

(**) 1. L'imperfezione della convenzione di Vienna sul diritto dei trattati ritarda la realizzazione delle aspirazioni dell'umanità.

2. Tuttavia, le norme consacrate dalla convenzione di Vienna rappresentano un importante progresso, basato sui principî di giustizia internazionale che la Bolivia tradizionalmente ha difeso.

(*) 1. Per quanto riguarda gli articoli 11 e 12, la delegazione della Costa Rica formula la seguente riserva: in materia costituzionale, l'ordinamento giuridico di tale Paese non autorizza alcuna forma di consenso che non sia soggetta a ratifica della Assemblea legislativa.

2. Per quanto attiene all'articolo 25, la delegazione della Costa Rica formula la seguente riserva: la costituzione politica della Costa Rica non permette neppure la provvisoria entrata in vigore dei trattati.

3. La delegazione della Costa Rica interpreta l'articolo 27 come riferentesi alle leggi ordinarie e non alle disposizioni della costituzione politica.

4. La delegazione della Costa Rica interpreta l'articolo 38 nel modo seguente: una norma consuetudinaria del diritto internazionale generale non prevarrà su alcuna norma del sistema interamericano, nei confronti del quale la presente convenzione riveste, a suo parere, carattere supplementare.

Per l'Ecuador:
Con una dichiarazione, il cui testo unito è allegato (*)
Gonzalo ESCUDERO MOSCOSO

Per El Salvador:
R. GALINDO POHL - 16 Febbraio 1970

Per la Guinea equatoriale:

Per l'Etiopia:
Kifle WODAJO - 30 Aprile 1970

Per la Repubblica federale di Germania:
Alexander BÖKER - 30 Aprile 1970

Per la Finlandia:
Erik CASTREN

Per la Francia:

Per il Gabon:

Per la Gambia:

Per il Ghana:
Emanuel K. DADZIE
G. O. LAMPTEY

Per la Grecia:

Per il Guatemala:
Ad referendum e soggetta alle riserve contenute nel documento allegato (**)
Adolfo MOLINA ORANTES

Per la Guinea:

Per la Guyana:
John CARTER

Per Haiti:

Per la Santa Sede:
Opilio ROSSI - 30 Settembre 1969

Per l'Honduras:
Mario CARIAS ZAPATA

Per l'Ungheria:

Per l'Islanda:

Per l'India:

Per l'Indonesia:

Per l'Iran:
A. MATINE-DAFTARY

Per l'Iraq:

Per l'Irlanda:

Per Israele:

Per l'Italia:
Piero VINCI - 22 Aprile 1970

Per la Costa d'Avorio:
Lucien YAPOBI - 22 Luglio 1969

Per la Giamaica:
L. B. FRANCIS
K. RATTRAY

Per il Giappone:

Per la Giordania:

Per il Kenia:
I. S. BHOI

Per il Kuwait:

Per il Laos:

Per il Libano:

Per il Lesotho:

Per la Liberia:
Nelson BRODERICK

Per la Libia:

Per il Liechtenstein:

Per il Lussemburgo:
Gaston THORN - 4 Settembre 1969

Per il Madagascar:
Ad referendum
B. RAZAFINTSEHENO

(*) Nel firmare la presente convenzione, l'Ecuador non ha ritenuto necessario formulare riserve nei confronti dell'articolo 4 di tale strumento, poiché ritiene che al numero delle norme alle quali si riferisce la prima parte di detto articolo sia contenuto il principio della composizione pacifica delle controversie, enunciato al paragrafo 3 dell'articolo 2 della Carta delle Nazioni Unite, il cui carattere di *jus cogens* le conferisce valore imperativo universale.

L'Ecuador ritiene inoltre che la prima parte dell'articolo 4 sia applicabile ai trattati esistenti. Tiene inoltre a precisare, in questa occasione, che il summenzionato articolo si basa sul principio incontestabile in base al quale, quando la convenzione codifica delle norme che fanno riferimento alla *lex lata*, tali norme, in quanto preesistenti, possono essere invocate ed applicate nel caso di trattati conclusi prima dell'entrata in vigore della presente convenzione, che costituisce lo strumento che le ha codificate.

(**) Nel firmare la convenzione di Vienna sul diritto dei Trattati, la delegazione del Guatemala formula le seguenti riserve:

I. Il Guatemala non può accettare nessuna delle disposizioni della presente convenzione che sia suscettibile di pregiudicare i propri diritti e le proprie rivendicazioni sul territorio di Belize.

II. Il Guatemala non applicherà le disposizioni contenute negli articoli 11, 12, 25 e 66, nella misura in cui queste contravvengano ai princìpi sanciti dalla Costituzione della Repubblica.

III. Il Guatemala applicherà le disposizioni contenute nell'articolo 38 solo nei casi in cui ritenga che ciò sia nell'interesse del Paese.

Per il Malaui:

Per la Malaysia:

Per le Isole Maldive:

Per il Malì:

Per Malta:

Per la Mauritania:

Per Maurizio:

Per il Messico:
Eduardo SUAREZ

Per Monaco:

Per la Mongolia:

Per il Marocco:
Con riserva della dichiarazione allegata (*)
Taoufiq KABBAJ

Per Nauru:

Per il Nepal:
Pradumna LAL RAJBHANDARY

Per i Paesi Bassi:

Per la Nuova Zelanda:
John V. SCOTT - 29 Aprile 1970

Per il Nicaragua:

Per il Niger:

Per la Nigeria:
T. O. ELIAS

Per la Norvegia:

Per il Pakistan:
A. SHAHI - 29 Aprile 1970

Per il Panama:

Per il Paraguay:

Per il Perù:
Luis ALVARADO GARRIDO
Juan Josè CALLE

Per le Filippine:
Roberto CONCEPCION

Per la Polonia:

Per il Portogallo:

Per la Repubblica di Corea:
Yang Soo YU - 27 Novembre 1969

Per la Repubblica del Vietnam:

Per la Romania:

Per il Ruanda:

Per San Marino:

Per l'Arabia Saudita:

Per il Senegal:

Per la Sierra Leone:

Per Singapore:

Per la Somalia:

Per la Repubblica sudafricana:

Per lo Yemen del Sud:

Per la Spagna:

Per il Sudan:
Ahmed SALAH BUKHARI

Per lo Swaziland:

Per la Svezia:
Torsten ÖRN - 23 Aprile 1970

Per la Svizzera:

Per la Siria:

Per la Tailandia:

Per Togo:

Per Trinidad e Tobago:
T. BADEN-SEMPER

Per la Tunisia:

Per la Turchia:

Per l'Uganda:

Per la Repubblica socialista sovietica d'Ucraina:

Per l'Unione delle repubbliche socialiste sovietiche:

Per la Repubblica araba unita:

(*) *Testo della dichiarazione*:

1. Il Marocco interpreta il paragrafo 2 (*a*) dell'articolo 62 (mutamento fondamentale delle circostanze) come non applicabile ai trattati illegali o irregolari, nonché ad ogni trattato contrario al principio dell'autodeterminazione. Il punto di vista del Marocco nei confronti del paragrafo (2) (*a*) è stato sostenuto dall'Esperto consulente nel suo intervento dell'11 Maggio 1968 alla Commissione plenaria, nonché il 14 Maggio 1969 nel corso della Conferenza plenaria (documento A/CONF.39/L.40).

2. Resta inteso che la firma della presente convenzione da parte del Marocco non implica in alcun modo il riconoscimento di Israele. Inoltre, tiene a precisare che nessun rapporto convenzionale potrà essere stabilito tra il Marocco e Israele.

Per il Regno unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord:

Con una dichiarazione, il cui testo unito è allegato (*)

CARADON - 20 Aprile 1970

(*) *Testo della dichiarazione*:

Il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord dichiara di ritenere che nessuna delle disposizioni contenute nell'articolo 66 della presente convenzione tende ad escludere la giurisdizione della Corte internazionale di giustizia, quando tale giurisdizione derivi dalle disposizioni in vigore e vincolanti per le parti relative alla composizione delle controversie.

Il Governo del Regno Unito dichiara in particolare, per quanto attiene agli Stati parti della convenzione di Vienna che accettano come obbligatoria la giurisdizione della Corte internazionale di giustizia, che non considererà le disposizioni del comma *b*) dell'articolo 66 della convenzione di Vienna, come indicanti « un altro metodo di composizione pacifica », ai sensi del paragrafo i, *a*) della dichiarazione, depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite il 1° gennaio 1969, con la quale il Governo del Regno Unito accetta come obbligatoria la giurisdizione della Corte internazionale di giustizia.

Il Governo del Regno Unito, pur mantenendo per il momento la propria posizione nei confronti delle altre dichiarazioni e riserve formulate da parte dei vari Stati al momento della firma, ritiene necessario dichiarare che il Regno Unito non riconosce al Guatemala alcun diritto o titolo legittimo di rivendicazione nei confronti del territorio dell'Honduras britannico.

Per la Repubblica unita di Tanzania:

Per gli Stati Uniti d'America:

Richard D. KEARNEY - 24 Aprile 1970

John R. STEVENSON - 24 Aprile 1970

Per l'Alto Volta:

Per l'Uruguay:

Eduardo JIMENEZ DE ARECHAGA

Alvaro ALVAREZ

Per il Venezuela:

Per le Samoa occidentali:

Per lo Yemen:

Per la Jugoslavia:

Aleksandar JELIC

Per lo Zambia:

Lishomwa MUUKA

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(4651053/3) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.